

Novembre 2017



LES COMBATTANTS ET LES ANCIENS COMBATTANTS DU DONBASS : PROFIL SOCIAL, POIDS MILITAIRE ET INFLUENCE POLITIQUE

Anna COLIN LEBEDEV

Chercheuse en science politique, maître de conférences à l'Université Paris Nanterre

É T U D E S





LES COMBATTANTS ET LES ANCIENS COMBATTANTS DU DONBASS : PROFIL SOCIAL, POIDS MILITAIRE ET INFLUENCE POLITIQUE

Anna COLIN LEBEDEV

Chercheuse en science politique, maître de conférences à l'Université Paris Nanterre

Pour citer cette étude

Anna Colin Lebedev, *Les combattants et les anciens combattants du Donbass : profil social, poids militaire et influence politique*, Études de l'IRSEM, 53, novembre 2017.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-151026-5

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

- 52- Les États-Unis et la fin de la Grande stratégie ? Un bilan de la politique étrangère d'Obama
Maud QUESSARD et Maya KANDEL (dir.)
- 51- Faire la paix et construire l'État : Les relations entre pouvoir central et périphéries sahéliennes au Niger et au Mali
Yvan GUICHAOUA et Mathieu PELLERIN
- 50- La Biélorussie après la crise ukrainienne : une prudente neutralité entre la Russie et l'Union européenne ?
Ioulia SHUKAN
- 49- *Les Stratégies et les Pratiques d'influence de la Russie*
Céline MARANGÉ
- 48- *La Rupture stratégique*
LCL Olivier ENTRAYGUES
- 47- *Les Blogs de défense en France*
LCL Arnaud PLANIOL
- 46- *Les États-Unis au Moyen-Orient : orientation et perspectives stratégiques*
Antoine COPPOLANI et Pierre RAZOUX (dir.)
- 45- *La Sociologie des organisations appliquée aux groupes armés*
Alix LE MOIGN
- 44- *L'Émergence des nouvelles puissances de sécurité en Afrique*
Yousra ABOURABI et Julien DURAND DE SANCTIS
- 43- *L'Intégration des femmes dans les armées américaines*
LCL Arnaud PLANIOL

ÉQUIPE

Directeur

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

Directeur scientifique

Jean-Vincent HOLEINDRE

Secrétaire général

CRG1 (2S) Étienne VUILLERMET


Chef du soutien à la recherche

Caroline VERSTAPPEN

Chargée des publications

Manon DONADILLE

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

 <https://www.defense.gouv.fr/irsem>



@IRSEM1



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), créé en 2009, est un institut de recherche rattaché à la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées. Composé d'une quarantaine de personnes, civiles et militaires, sa mission principale est de renforcer la recherche française sur les questions de défense et de sécurité.

L'équipe de recherche est répartie en cinq domaines :

- Questions régionales Nord, qui traite de l'Europe, des États-Unis, de la Russie et de l'espace post-soviétique, de la Chine, du Japon et de la péninsule coréenne.
- Questions régionales Sud, qui traite de l'Afrique, du Moyen-Orient, du Golfe, du sous-continent indien, de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique.
- Armement et économie de défense, qui s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et aux questions stratégiques résultant des développements technologiques.
- Défense et société, qui examine le lien armées-nation, l'attitude de l'opinion publique vis-à-vis des questions de défense, et la sociologie de la violence, de la guerre et des forces armées.
- Pensée stratégique, qui étudie la conduite des conflits armés à tous les niveaux (stratégique, opératif, tactique).

En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique), l'IRSEM favorise l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs (la « relève stratégique ») en encadrant des doctorants dans un séminaire mensuel et en octroyant des allocations doctorales et postdoctorales. Les chercheurs de l'Institut contribuent aussi à l'enseignement militaire supérieur et, au travers de leurs publications, leur participation à des colloques et leur présence dans les médias, au débat public sur les questions de défense et de sécurité.

BIOGRAPHIE

Anna COLIN LEBEDEV est chercheuse en science politique, maître de conférences à l'Université Paris Nanterre. Ses recherches portent sur les combattants et anciens combattants des conflits soviétiques et postsoviétiques, notamment en Tchétchénie, en Afghanistan et aujourd'hui en Ukraine. Elle est l'auteur des ouvrages *Le cœur politique des mères* (2013) et *Les petits soldats : le combat des mères russes* (2001, avec Valentina MELNIKOVA). Mme COLIN LEBEDEV a vécu plusieurs années en Ukraine, Russie et Biélorussie, où elle a notamment dirigé le Centre franco-biélorusse d'études européennes de Minsk.

anna_lebedev@yahoo.com

SOMMAIRE

INTRODUCTION	11
<i>Genèse et dynamique de l'affrontement armé en Ukraine</i>	11
<i>Cadre théorique</i>	14
<i>Méthodologie</i>	16
<i>Structure de l'étude</i>	16
1. LES FORCES ARMÉES UKRAINIENNES TRANSFORMÉES PAR LE CONFLIT ARMÉ	19
1.1. De l'armée en déclin aux mobilisations citoyennes.....	19
<i>Les forces armées ukrainiennes avant le printemps 2014</i>	20
<i>De militants à combattants : la socialisation combattante au printemps 2014</i>	23
1.2. Les bataillons volontaires, un engagement citoyen dans un contexte de conflit armé	25
<i>Parcours d'engagement des premiers combattants volontaires</i>	25
<i>Émergence et premiers mois de fonctionnement des bataillons volontaires 27</i>	
<i>La première vague de mobilisation et l'engagement de volontaires dans les forces armées régulières</i>	34
2. LA REPRISE DE CONTRÔLE DE L'ÉTAT ET L'INTÉGRATION DES VOLONTAIRES	37
2.1. Les bataillons volontaires, une médaille à double revers ?	37
<i>Risques posés par les bataillons volontaires</i>	37
<i>La radicalité idéologique, un problème spécifique</i>	42
2.2. La reprise en main inachevée des bataillons volontaires	44
<i>Intégration des bataillons volontaires des ministères de la Défense et de l'Intérieur</i>	44
<i>Difficulté d'intégration des bataillons non affiliés</i>	45
2.3. Mobilisation et professionnalisation	47
2.4. La responsabilité des combattants en temps de guerre : une question en suspens.....	49

3. LES PARTICIPANTS AU CONFLIT ARMÉ : UN GROUPE DISPARATE DANS UNE DYNAMIQUE DE PROFESSIONNALISATION	51
3.1. Portrait collectif des combattants ukrainiens	51
<i>Trois enquêtes sur le profil social des combattants</i>	<i>51</i>
<i>Profil social et professionnel des combattants</i>	<i>52</i>
3.2. Parcours d'engagement	55
<i>Parcours-types des combattants ukrainiens</i>	<i>56</i>
3.3. Diversité des expériences combattantes	59
<i>Temporalité et nature des actions armées</i>	<i>59</i>
<i>Niveau de préparation militaire</i>	<i>61</i>
<i>Statut et conditions matérielles</i>	<i>63</i>
3.4. Des expériences spécifiques du conflit armé	64
<i>L'engagement des femmes : des expériences singulières ?</i>	<i>64</i>
<i>Les bataillons nationalistes, entre diversité réelle et phantasme</i>	<i>65</i>
<i>Les bénévoles, ni civils ni combattants</i>	<i>67</i>
4. LES ANCIENS COMBATTANTS DANS LA SOCIÉTÉ UKRAINIENNE	69
4.1. Les conditions juridiques du retour à la vie civile	70
<i>Statut juridique des anciens combattants</i>	<i>70</i>
<i>Limites d'application du cadre juridique</i>	<i>72</i>
4.2. Les dispositifs de prise en charge des vétérans	74
<i>La prise en charge étatique : les lourdeurs de l'adaptation</i>	<i>74</i>
<i>Les réseaux d'entraide et de prise en charge associative des vétérans</i>	<i>76</i>
4.3. La place des combattants et anciens combattants dans la vie politique ukrainienne	80
<i>Les anciens combattants à la Rada suprême</i>	<i>81</i>
<i>La formation d'un clivage dans le groupe des députés-combattants</i>	<i>83</i>
4.4 L'influence politique et sociale des combattants considérés comme extrémistes	85
<i>Le cas Azov</i>	<i>85</i>
<i>Les anciens combattants dans les mouvements protestataires : acteurs ou marionnettes ?</i>	<i>88</i>
CONCLUSION	91
BIBLIOGRAPHIE	93

INTRODUCTION

Le conflit armé à l'est de l'Ukraine, qui a débuté au printemps 2014, a donné lieu à une profonde transformation des forces armées du pays. Au moment où une dynamique séparatiste se met en place en Crimée, l'armée ukrainienne fait le constat de son impréparation et de son déclin qui la rendent peu capable de s'engager dans une opération de maintien de l'ordre ou un conflit armé. Une mobilisation populaire sans précédent émerge dans le pays dès le mois de mars 2014, conduisant des milliers d'Ukrainiens à prendre les armes et à combattre le séparatisme pro-russe à l'est du pays, au sein de bataillons composés de civils engagés volontairement pour défendre l'intégrité territoriale de leur pays. Deux après le déclenchement du conflit, les forces armées doivent faire face à une augmentation massive de leur masse humaine, à la diversification du profil social des engagés, mais aussi aux défis que représentent l'intégration de combattants volontaires dans l'institution militaire, le retour à la vie civile des vétérans du conflit armé et leur entrée sur la scène politique. Cette étude rend compte de l'émergence, de l'évolution et du rôle social des combattants du conflit armé dans le Donbass, acteurs nouveaux et centraux de la société ukrainienne. Elle questionne le défi pour la sécurité de l'État posé par des groupes de citoyens armés dotés d'une grande autonomie et apporte des éléments de réponse sur l'ampleur du risque et sa prise en charge dans l'Ukraine de 2015-2016. En filigrane, l'étude éclaire également les dynamiques d'engagement des civils dans un affrontement armé et le passage de la mobilisation politique à la mobilisation armée.

Genèse et dynamique de l'affrontement armé en Ukraine

Lorsqu'en novembre 2013 le président ukrainien Viktor Ianoukovitch rend publique sa décision de ne pas signer un accord d'association avec l'Union européenne, rien ne présage que cet événement servira de point de départ à une mobilisation de masse, un changement de régime politique, une intervention de la Russie, des mouvements insurrectionnels dans l'est de l'Ukraine, un conflit armé et une recomposition des équilibres diplomatiques en Europe et dans le monde. Dans l'enchaînement des événements, des millions d'Ukrainiens ordinaires verront leur existence bouleversée et des dizaines de milliers seront amenés à prendre les armes, d'un côté comme de l'autre de ce qui deviendra une ligne de front.

La mobilisation contre la décision présidentielle s'est mue en une mobilisation contre un pouvoir politique corrompu et pour une vie plus juste, perçue comme l'apanage de l'Europe – non pas l'Union Européenne, mais plutôt une certaine vision morale européenne. La place Maïdan à Kiev a été au centre de la mobilisation, mais des manifestations ont eu lieu sur tout le territoire ukrainien. La longue occupation de la place publique, jusque fin février 2014, ponctuée d'affrontements de plus en plus violents avec les forces de l'ordre, a été une première dans la vie politique de l'Ukraine indépendante. Le Maïdan, ou plutôt les Maïdans, à travers tout le pays, ont été un moment important de formation civique mais également paramilitaire pour beaucoup de citoyens ukrainiens. L'ensemble du pays ne se reconnaissait pourtant pas dans la mobilisation ukrainienne : les régions de Donetsk et de Louhansk, mais aussi Kharkiv, Dnipropetrovsk, Odessa, Mariupol (cf. carte en annexe) ont été plus sensibles à l'image-catastrophe d'une mobilisation extrémiste, véhiculée par les médias russes, qu'au discours des médias kiéviens. Les journées meurtrières du 18 au 20 février 2014, pendant lesquelles plus d'une centaine de personnes ont été tuées dans des affrontements entre police et manifestants, suivies du départ du président Ianoukovitch¹, ont marqué le début d'une nouvelle époque pour l'Ukraine.

Ce sont cependant les événements en Crimée, à l'autre bout du pays, qui délimitent l'avant-après du conflit armé. Presqu'île touristique qui s'est tenue un peu à distance de l'Ukraine dans les années 1990 et 2000, la Crimée a été réceptive à l'image donnée par les médias russes qui décrivaient la révolution kiévienne comme un coup d'État néonazi. La population de la péninsule a accepté assez facilement la dynamique séparatiste qui s'est mise en place dès février 2014, orchestrée depuis Moscou et exécutée à l'aide de forces armées sans insignes dont on a appris ensuite de la bouche du président Poutine qu'il s'agissait en réalité des forces spéciales russes. La nouvelle de l'occupation de la Crimée par des hommes en armes en provenance de Russie, puis la nouvelle de son annexion le 16 mars 2014, ont donné lieu à une double interprétation en Ukraine continentale. Pour les partisans du rapprochement avec l'Europe, il s'agissait d'une déclaration de guerre de la Russie et d'un début d'occupation du territoire ukrainien. Pour les populations effrayées par ce qui se passait à Kiev et sensibles aux arguments de Moscou, l'annexion de la Crimée offrait une perspective de rattachement de leur région à la Russie, perçue comme

1. Viktor Ianoukovich a quitté l'Ukraine en cachette dans la nuit du 21 au 22 février 2014.

plus prospère, plus puissante et plus protectrice. Les premières mobilisations des combattants côté Kiev, mais aussi côté pro-russe, ont eu lieu à ce moment-là.

Début avril 2014, des insurrections ont éclaté dans plusieurs villes de l'est de l'Ukraine. Orchestrées par des meneurs en provenance de Russie, elles se sont appuyées sur le potentiel protestataire des populations locales pour mettre en place des rassemblements et occuper les administrations publiques. L'attitude des élites politiques et économiques locales a été déterminante dans le succès ou l'échec des mouvements insurrectionnels. Les premiers bataillons volontaires pro-ukrainiens se sont structurés à ce moment-là à travers toute l'Ukraine. Leur création était encouragée par l'État, afin d'assurer l'ordre public et contrer la menace séparatiste, mais les bataillons étaient aussi vus comme une émanation du peuple et étaient largement plébiscités par la population. De l'autre côté, la mobilisation de la population locale contre Kiev a également eu lieu, consolidée par des combattants arrivant de Russie d'une manière plus ou moins volontaire et structurée. Le 14 avril 2014, le pouvoir ukrainien a déclaré le lancement d'une opération antiterroriste dans certaines régions du pays ; deux ans et demi après, le conflit armé a toujours ce statut-là. Progressivement, les mouvements séparatistes ont été endigués par les forces pro-ukrainiennes dans des villes comme Dnipropetrovsk. Une partie des régions de l'est du pays se sont placées sous leadership séparatiste et la situation est restée tendue dans des villes comme Mariupol, Odessa ou Kharkiv. Le 11 mai 2014, une partie des régions de Donetsk et Louhansk ont voté la proclamation de deux républiques indépendantes, la République populaire de Donetsk et la République populaire de Louhansk, et demandé leur rattachement à la Russie ; rattachement qui ne viendra finalement pas.

Pendant ces semaines du printemps 2014, les confrontations armées ont progressivement perdu leur caractère d'opérations de maintien de l'ordre public pour devenir des affrontements proprement militaires entre corps armés. Des deux côtés de ce qui est devenu une ligne de front, les combattants de différentes formations ont reçu un armement de plus en plus conséquent. Le 17 juillet 2014, un avion de ligne de la compagnie Malaysia Airlines a été abattu par un missile antiaérien, attestant de la présence de ce type d'armement dans le conflit armé. En juin et juillet 2014, l'avancée des forces ukrainiennes a permis de reconquérir plusieurs villes contrôlées par les séparatistes. La situation s'est retournée au mois d'août quand le conflit a changé de nature avec l'arrivée de renforts massifs en armement lourd et en hommes, en provenance de Russie. La bataille d'Ilo-

vaïsk, en août 2014, particulièrement meurtrière pour les forces pro-ukrainiennes, a incité le gouvernement ukrainien à armer davantage ses unités de combat.

Le 5 septembre 2014, un accord de cessez-le-feu a été signé à Minsk, sans être toutefois véritablement respecté. Début 2015, l'intensité des combats restait très élevée ; cette période est notamment marquée par la bataille autour de Debaltseve, prise par les forces pro-séparatistes en février 2015. Le 12 février 2015, les accords de Minsk 2, destinés à faire respecter le premier cessez-le-feu, ont été signés, prévoyant notamment un retrait des armes lourdes au-delà d'une zone tampon étendue et un début de processus politique. Si les accords de Minsk 2 ont fait diminuer l'intensité des combats et l'usage des armes lourdes, le cessez-le-feu n'est pas pour autant respecté. Les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) constatent, tout au long de la période, des affrontements armés et des violations de différents points de l'accord . Les combats se sont intensifiés en particulier depuis l'été 2016.

Dans cette étude, nous ne rentrerons pas dans les discussions sur la nature du conflit armé à l'est de l'Ukraine, entre guerre civile et guerre internationale. Nous ne discuterons pas non plus de la nature et de l'intensité de l'intervention russe dans le conflit armé, ni de la présence de l'armée russe sur le territoire ukrainien. Ces débats sont cruciaux pour comprendre la guerre à l'est de l'Ukraine et ont produit une littérature nombreuse, de nature diverse et parfois fortement politisée. Notre recherche se focalisera sur un seul aspect de ce conflit armé, à savoir ses combattants côté pro-ukrainien, même si la figure de leur ennemi, tel qu'ils le rencontrent, sera évidemment évoquée.

Cadre théorique

Une littérature abondante, produite aussi bien dans le milieu académique que dans les milieux experts, porte sur les politiques de désarmement – démobilisation – réintégration (DDR). Le sigle DDR renvoie à une nomenclature des Nations Unies qui en fait la pierre angulaire d'un processus de paix. Le désarmement, première phase, consiste à collecter et contrôler les armes. La démobilisation est son pendant humain, consistant en un « désengagement formel et contrôlé des combattants actifs des forces et groupes armés, incluant une phase de «réinsertion» qui fournit

une assistance de court terme aux ex-combattants »². Dans cette littérature, les vétérans apparaissent comme une catégorie particulièrement vulnérable³. Le retour à la vie civile y fait figure de norme, alors que le réarmement et la remilitarisation des anciens combattants sont perçus comme un signe d'échec des processus de paix ou encore une faillite de l'État, signifiant un retour de la violence. Un deuxième ensemble de travaux sociologiques prend de la distance par rapport à cette vision normative, en s'intéressant à la place des combattants dans les sociétés où ils évoluent. Ces travaux se penchent sur l'engagement dans les groupes armés et le retour à la vie civile⁴, mais aussi sur les situations durables d'entre-guerres où les phases de militarisation et de démobilisation se succèdent⁵. Se plaçant à un niveau micro-social, les auteurs de ces travaux sont attentifs aux logiques des acteurs et aux contextes sociaux. Au sein de ce deuxième corpus, des recherches sociologiques se sont également penchées sur les combattants dans l'espace postsoviétique, notamment les vétérans de la guerre soviétique en Afghanistan⁶ et les participants conflits armés contemporains dans le Caucase⁷. La présente étude s'inscrit dans la continuité de ces travaux sociologiques. Nous chercherons à cerner non pas l'échec ou le succès des processus de mobilisation ou de démobilisation, mais les transformations de la société ukrainienne produites par une phase de mobilisation combattante inattendue, intense et dont l'achèvement n'est pas d'actualité à l'heure où s'écrivent ces lignes.

2. « [Disarmament, Demobilization and Reintegration. United Nations Peacekeeping](#) », consulté le 17 septembre 2015.

3. McMULLIN Jeremy, *Ex-combatants and the post-conflict state challenges of reintegration*, [Basingstoke], Palgrave Macmillan, 2013.

4. DUCLOS Nathalie (dir.), *L'adieu aux armes? : parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala (coll. « Recherches internationales »), 2010 ; Bazenguissa Rémy et Makki Sami (dir.), *Sociétés en guerres : ethnographies des mobilisations violentes : ethnographies des mobilisations violentes*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2012.

5. DEBOS Marielle, *Le métier des armes au Tchad : le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Éditions Karthala, 2013.

6. DANILOVA Natalia, « The Development of an Exclusive Veterans' Policy: The Case of Russia », *Armed Forces & Society*, 1^{er} octobre 2010, 36:5, p. 890916 ; ACKERMANN Felix et Mikael GALBAS (dir.), *Back from Afghanistan : The Experiences of Soviet Afghan War Veterans*, s.l., Ibidem Verlag (coll. « Journal of Soviet and Post-Soviet Politics and Society »), 2015.

7. Merlin Aude et Serrano Silvia (dir.), *Ordres et désordres au Caucase*, Bruxelles (Belgique), Éditions de l'Université de Bruxelles (coll. « Science politique »), 2010 ; Le Huérou Anne, Merlin Aude, Regamey Amandine et Sieca-Kozłowski Elisabeth (dir.), *Chechnya at war and beyond*, London ; New York, Routledge/Taylor & Francis Group, 2014.

Méthodologie

Cette étude rend compte d'une recherche conduite entre février 2015 et juillet 2017 en Ukraine sur les combattants ukrainiens du conflit armé dans le Donbass. Elle s'appuie sur une enquête de terrain menée auprès de combattants, anciens combattants, volontaires intervenant auprès d'eux et institutions étatiques, complétée d'un travail de veille sur l'évolution des forces armées ukrainiennes et la place sociale des vétérans à partir de sources ouvertes étatiques et médiatiques. Dans le cadre de trois séjours en Ukraine, douze entretiens biographiques ont été réalisés à Kiev avec des combattants et anciens combattants, focalisés sur leur parcours d'engagement, leur expérience du conflit armé et les conditions de leur retour à la vie civile. Des entretiens moins formalisés ont été conduits avec des combattants au cours d'actions protestataires de vétérans à Kiev en 2015-2016. Dix entretiens ont été faits avec des bénévoles gravitant autour de combattants et avec des experts, portant sur la place des combattants et anciens combattants dans la société et sur les initiatives de la société civile orientées vers les vétérans. Une observation du travail du Service d'État aux affaires des vétérans et des entretiens avec ses responsables a permis de mettre en lumière certains aspects de l'intervention étatique. L'étude s'appuie également sur les enquêtes quantitatives et qualitatives qui ont été conduites en Ukraine auprès de ce public, ainsi que sur les mémoires et carnets de guerre publiés à ce jour.

L'étude n'aborde pas le cas des combattants des républiques autoproclamées de Donetsk et de Louhansk. En effet, le statut des forces armées en présence, leur nombre, leur nationalité et leur profil social font toujours l'objet de débats, trois ans après le début du conflit armé. Les conditions d'accès et de sécurité rendaient difficile une enquête de terrain de l'autre côté de la ligne de front. Les sources ouvertes sont également peu nombreuses, de seconde main et d'une fiabilité difficile à évaluer.

Structure de l'étude

Cette étude est structurée en quatre parties. La première partie fait le point sur l'état des forces armées ukrainiennes au début du conflit, et décrit les dynamiques d'émergence et de structuration des bataillons volontaires. Elle décrit le déclin des forces armées ukrainiennes dans les années 1990 et 2000, puis évoque les premières mobilisations de l'hiver

2014, les parcours d'engagement des premiers volontaires et le fonctionnement des bataillons nés au printemps 2014.

La deuxième partie montre la transformation profonde et l'adaptation des forces armées dans un contexte de guerre : l'institutionnalisation des bataillons volontaires, la régularisation du statut des combattants, ainsi que la reprise en main incomplète de l'État. Elle évoque également les stratégies de mobilisation et de contractualisation mises en place par les ministères pour assurer le développement des forces armées.

La troisième partie porte sur les combattants du conflit armé. Elle décrit le profil social, l'expérience et la formation militaire des combattants, leurs sentiments d'allégeance et de hiérarchie, ainsi que la durée et la nature de leur engagement. Elle trace les contours des expériences combattantes qui sont très diverses. Elle évoque également les bénévoles auxiliaires de l'armée dont le rôle est essentiel dans le conflit.

Dans une quatrième et dernière partie, l'étude se penche sur les vétérans du conflit armé dans le Donbass, côté pro-ukrainien. Elle fait le point sur les conditions juridiques et matérielles de leur retour à la vie civile, ainsi que sur les dispositifs de soutien étatiques et non étatiques. Enfin, l'étude interroge le poids des combattants et des anciens combattants dans la vie politique ukrainienne, en examinant leur place dans les institutions politiques issues du Maïdan, mais aussi la place spécifique de certains bataillons dans les forces armées. Elle questionne l'ampleur du potentiel protestataire représenté par les vétérans et leur possible instrumentalisation dans le jeu politique ukrainien.

1. LES FORCES ARMÉES UKRAINIENNES TRANSFORMÉES PAR LE CONFLIT ARMÉ

Des forces armées sous-équipées, sous-financées, drastiquement réduites en effectifs, peu attractives : le portrait de l'armée ukrainienne dressé à la veille du conflit armé par les experts est celui d'une institution incapable de faire face à une menace extérieure ou intérieure. « Au début du conflit dans le Donbass, l'armée ukrainienne apparaissait presque complètement incapable de défendre son territoire. Les forces de Kiev n'étaient pas prêtes à l'annexion de la Crimée par la Russie et semblaient incapables de la prévenir »⁸, écrit sur son blog le politiste Dmitry Gorenburg quelques mois après le début du conflit armé. « Cependant, constate-t-il, en quelques mois l'efficacité de l'armée ukrainienne a considérablement augmenté ». Il est en effet saisissant de constater la rapidité de mobilisation des Ukrainiens et la transformation des forces armées dans les années 2014-2016.

1.1. DE L'ARMÉE EN DÉCLIN AUX MOBILISATIONS CITOYENNES

Au moment de la dissolution de l'URSS en 1991, l'Ukraine indépendante s'est retrouvée à la tête d'une partie considérable de l'arsenal militaire soviétique et d'une armée aux effectifs importants. Au total, les forces armées ukrainiennes comprenaient environ 780 000 hommes⁹, 6 500 chars, 7 000 véhicules blindés, 7 200 systèmes d'artillerie, 900 hélicoptères et 1 100 avions¹⁰. Comme les autres États issus de la division de l'URSS, l'Ukraine a considérablement réduit les effectifs et l'équipement de ses forces armées à partir des années 1990 et a progressivement démantelé l'héritage militaire de l'Union Soviétique.

8. Voir la page de blog de Dmitry Gorenburg, « Ukrainian military capabilities », *Russian Military Reform*, 22 décembre 2014.

9. Pour comparaison, les forces armées françaises comptaient au même moment 670 000 hommes, pour un territoire et une population comparables.

10. Sergey Denisentsev, « The Soviet Inheritance of Ukrainian Armed Forces », in Vasilij Kashin et al., *Brothers Armed : Military Aspects of the Crisis in Ukraine*, East View Press, 2014, p. 27.

Les forces armées ukrainiennes avant le printemps 2014

Entre 1991 et 1994, le réajustement des effectifs militaires s'est accompagné de transferts de personnels entre les nouveaux États indépendants, suivant les vœux des militaires qui étaient auparavant disloqués dans différentes républiques de l'URSS. Ainsi, 12 000 officiers et sous-officiers ont quitté le pays, alors que 33 000 militaires – dont 27 982 officiers – ont choisi de revenir en Ukraine depuis un autre État de l'ex-URSS¹¹.

Tout au long des décennies 1990 et 2000, l'Ukraine a poursuivi une politique de réduction des troupes, divisant par quatre les effectifs des forces armées entre 1991 et 2013 (tableau 1).

Tableau 1

Année	Effectif total des forces armées	Dont militaires	Dont civils
1993	455 000	non disponible	non disponible
1995	400 000	non disponible	non disponible
2000	415 850	314 395	101 455
2001	406 287	306 507	98 780
2002	390 015	295 490	94 525
2003	355 020	265 535	89 485
2004	285 000	210 000	75 000
2005	245 000	180 000	65 000
2006	221 000	165 000	56 000
2007	200 000	152 000	48 000
2008	200 000	149 000	51 000
2009	200 000	150 000	50 000
2010	200 000	150 000	50 000
2011	192 000	144 000	48 000
2012	184 000	139 000	45 000
2013	165 500	120 900	44 600

11. Source : site internet du ministère de la Défense ukrainien, <http://www.mil.gov.ua/ministry/istoriya.html>, consulté le 30 octobre 2016, en ukrainien.

2014	250 000	204 000	46 000
2015	250 000	204 000	46 000

Sources: Livres blancs du ministère de la Défense de l'Ukraine, 2005-2015 ; site web du ministère de la Défense de l'Ukraine avant 2005

Entre 1991 et 2001, les troupes avaient été réduites à 400 000 hommes, dont 10 % seulement étaient des militaires de carrière, ce qui était encore, selon le diagnostic porté par Lavrov et Nikolsky, experts au Centre d'analyse des stratégies et technologies, « une armée beaucoup trop nombreuse pour un pays aussi pauvre, sans ambitions militaires ni menaces extérieures évidentes¹² ». Le changement de pouvoir en 2004 qui a amené à la présidence le pro-européen Viktor Iouchtchenko a également été un tournant pour les forces armées. Son accession a notamment conduit à l'adoption d'un Programme d'État de réforme des forces armées d'Ukraine pour les années 2006-2011 dont l'objectif était un alignement du fonctionnement des forces armées sur les standards de l'OTAN. En termes de gestion des ressources humaines, la réforme supposait de maintenir la tendance consistant à réduire drastiquement les forces armées (de 245 000 hommes en 2005 à 143 000 hommes en 2011), impliquait une restructuration des forces armées, un abandon de la conscription et un passage achevé vers l'armée de métier en 2010¹³. La tâche était de taille : en 2005, les forces armées comptaient en effet 37 650 militaires sous contrat, soit moins de 20 % du total des effectifs¹⁴. Un programme de réarmement a également été proposé.

Dans le cadre des réformes structurelles, des unités interarmées opérationnelles et équipées pour une réaction immédiate, appelées Forces jointes de réaction rapide, ont été créées. Elles étaient supposées compter 24 000 hommes, soit 10 % des forces armées, et être composées uniquement de militaires de carrière. En pratique cependant, seulement 6 000 hommes étaient maintenus dans un état de préparation permanente, équipés à 100 %, déployables à 90 % de leurs effectifs. Le reste des Forces jointes de réaction rapide n'était déployable qu'à 70 % des effectifs. Les

12. Anton Lavrov et Alexey Nikolsky, « Neglect and Rot. Degradation of Ukraine's Military in the Interim Period », in Vasilij Kashin, Sergey Denisentsev et al., *Brothers Armed : Military Aspects of the Crisis in Ukraine*, East View Press, 2014, p. 59.

13. Anton Lavrov et Alexey Nikolsky, *op.cit.*, p. 60.

14. Ministère de la Défense d'Ukraine, *Livre blanc 2005 ; La politique de défense d'Ukraine*, ministère de la Défense d'Ukraine, 2006, en ukrainien.

Forces de défense générale, soit le reste des forces armées, étaient dans un état ne permettant pas de mobilisation rapide pour une opération militaire : deux tiers de ces corps armés fonctionnaient à 20 % de leurs effectifs et étaient équipés à 60 %¹⁵.

Ces difficultés structurelles s'enracinaient dans une situation de sous-financement permanent des forces armées. La baisse drastique du budget du ministère de la Défense a atteint son point culminant en 2009 où les fonds effectivement alloués ont représenté 65 % du budget voté et ont couvert seulement 47 % des besoins minimaux, permettant à peine la survie physique des unités militaires¹⁶. L'une des conséquences de ce sous-financement a été de réduire au strict minimum les entraînements, aussi bien dans l'armée de Terre que dans la Marine ou l'armée de l'Air.

Servir dans les forces armées était une option bien peu prestigieuse dans l'Ukraine d'avant 2014. Selon des enquêtes de 2002 et 2008 conduites par le Centre Razumkov, 43 à 44 % d'Ukrainiens n'auraient ni accepté eux-mêmes, ni recommandé à leurs proches de servir comme soldats ou sergents sous contrat, quelle que soit la rémunération proposée¹⁷.

Les anciens combattants de la jeune génération interrogés dans le cadre de cette étude, arrivés à leur majorité dans l'Ukraine indépendante, n'ont pour la plupart pas fait leur service militaire ni cherché à s'engager dans l'armée. Certains avouent sans gêne avoir cherché à éviter le service militaire, selon eux une perte de temps.

« Je n'ai même pas fait mon service, car selon une opinion répandue dans notre pays, le service militaire, c'est deux années perdues, c'est de l'épluchage de patates, c'est repeindre l'herbe en vert, c'est des tâches absolument dépourvues de but, juste pour occuper la personne avec des tâches inutiles [...] Une conception soviétique qui dicte d'écraser l'individualité et la volonté de la personne pour qu'il effectue un certain nombre de tâches sans protester¹⁸ ».

L'évitement du service militaire est massif. Ainsi, déclare un fonctionnaire de l'état-major en 2012, près de 11 000 à 12 000 poursuites administratives et 70 à 80 poursuites judiciaires pour insoumission sont

15. Anton Lavrov et Alexey Nikolsky, *op. cit.*, p. 61-62.

16. Ministère de la Défense d'Ukraine, *Livre blanc 2009 ; La politique de défense d'Ukraine*, ministère de la Défense d'Ukraine, 2010, en ukrainien.

17. Source : site internet du Centre Razumkov, consulté le 31 octobre 2016.

18. Entretien avec D2, homme, 27 ans, bataillon Aidar.

portées devant les autorités compétentes chaque année, alors même que le contingent d'appelés représentait 18 900 personnes au moment où s'énonçaient ces chiffres¹⁹. Enfin, la corruption est pointée comme une constante des forces armées de l'Ukraine postsoviétique.

Les problèmes structurels de l'armée ukrainienne et sa mauvaise image auprès de la population peuvent en partie expliquer la difficulté des forces armées à intervenir au début du conflit. Gorenburg donne trois autres éléments d'explication pour comprendre leur inaction en Crimée et dans le Donbass : le chaos politique post-Maïdan qui pose des questions de loyauté ; l'infiltration massive du gouvernement, des forces armées et des services de sécurité ukrainiens par des agents russes ; et enfin le manque de formation au combat de contre-insurrection²⁰.

L'engagement armé massif des citoyens ukrainiens à partir du printemps 2014 a surpris les observateurs et bouleversé le paysage des forces armées du pays.

De militants à combattants : la socialisation combattante au printemps 2014

Ce sont les citoyens ordinaires engagés en faveur de la révolution contre le pouvoir du président Viktor Ianoukovitch, qui serviront, à Kiev comme dans les régions, de premier vivier de recrutement de combattants ukrainiens d'une nouvelle génération. La transformation d'un engagement militant en engagement militaire se fait en plusieurs étapes, nourries par la situation révolutionnaire et insurrectionnelle. « L'action révolutionnaire bouleverse les citoyens ordinaires engagés qui prennent de nouvelles habitudes de vie dans le cadre d'une socialisation politique inédite faite d'une multitude d'apprentissages », notent Goujon et Shukan²¹.

Le premier lieu de l'apprentissage à Kiev est la place Maïdan. Alors que le rassemblement protestataire s'installe sur la place principale de Kiev à partir de fin novembre 2013, en s'équipant d'une scène, de tentes, de braséros, de cuisines en plein air, c'est à partir du 11 décembre 2013, après un

19. « Chaque année, 80 poursuites judiciaires sont ouvertes pour évitement du service militaire », *Unian*, 2 octobre 2012, consulté le 31 octobre 2016.

20. Dmitry Gorenburg, *op.cit.*

21. Alexandra Goujon et Ioulia Shukan, « Sortir de l'anonymat en situation révolutionnaire : Maïdan et le citoyen ordinaire en Ukraine (hiver 2013-2014) », *Politix*, 112:4, 2015, p. 33.

assaut raté des forces de l'ordre, qu'un service d'ordre appelé Autodéfense se met en place sur le Maïdan. L'organisation de l'Autodéfense utilise explicitement des références sinon militaires, du moins relevant de l'histoire militaire. Elle est structurée en unités qui prennent le nom de « Centuries » (*sotnya*) comptant entre quelques dizaines à quelques centaines de personnes et dirigées par un commandant qui se déclare « Centurion » (*sotnik*). Si la plupart des membres de l'Autodéfense sont des civils sans expérience de maniement des armes, certaines unités regroupent des personnes avec un passé militaire, comme la 8^e Centurie afghane composée de vétérans de la guerre soviétique en Afghanistan (1979-1989), ou paramilitaire, comme la Centurie Pravy Sektor (Secteur droit) fédérant un certain nombre de groupuscules nationalistes. La plupart des unités avaient vocation à garder les abords du Maïdan, mais toutes n'étaient pas préposées aux fonctions de service d'ordre. La Centurie médicale regroupait ainsi des soignants, le Secteur civique du Maïdan coordonnait l'action des bénévoles. Plusieurs unités exclusivement féminines ont également été mises en place, certaines privilégiant les actions de coordination et de débat d'idées, d'autres s'impliquant dans le service d'ordre.

Pour les manifestants ordinaires, les « Centuries » offraient un cadre d'apprentissage paramilitaire, consistant en un entraînement physique, une familiarisation avec la discipline, un apprentissage du maintien de l'ordre public, qui les plaçait dans un état de mobilisation potentiellement armée. Si ces unités organisées ont encadré et canalisé pour une grande partie l'usage de la violence sur le Maïdan, des groupes informels se sont également créés et ont mis en place leur propre préparation militaire ; nous aurons l'occasion de les évoquer plus loin.

La question de la présence d'armes sur le Maïdan n'a pas encore reçu une réponse satisfaisante. Plusieurs témoignages attestent aujourd'hui de l'usage d'armes à feu lors des affrontements violents de février 2014, y compris du côté des manifestants. Le témoignage en 2016 d'un des activistes, Ivan Bubenchik dans un film documentaire sorti en 2016²², où il affirme avoir tiré avec sa Kalachnikov sur les forces de l'ordre, en tuant deux policiers des forces spéciales et en blessant plusieurs autres, a soulevé beaucoup de questions sur une éventuelle face cachée armée d'un Maïdan officiellement civil²³. Bubenchik lui-même s'est engagé par la suite

22. Volodymyr Tykhyi, *Brantsy / Prisonniers*, produit par Babylon 13, 2016, en ukrainien.

23. Evguenia Oleinik, « Les prisonniers du maintien de l'ordre » *Levy Bereg*, 24 février 2016, en ukrainien.

dans le bataillon Dnipro-1, puis en tant que commandant dans le bataillon non-affilié Pravy Sektor Zakhid-2. Dans les entretiens conduits dans le cadre de cette étude, d'anciens activistes du Maïdan confient avoir porté sur eux leurs propres armes de chasse, ou avoir eu la possibilité de trouver des armes au moment du Maïdan. Cependant, ces éléments sont insuffisants pour conclure à une insurrection armée dès la révolution du Maïdan : les sources disponibles à ce jour montrent plutôt des cas isolés de protestataires armés et une grande masse de manifestants organisés, mais équipés de boucliers artisanaux et d'armes de fortune comme les cocktails Molotov, les pavés et les bâtons. Le Maïdan n'a pas préparé les Ukrainiens au maniement des armes. En revanche, la solidarité forgée dans l'affrontement meurtrier a joué un rôle essentiel dans la structuration de certains groupes combattants volontaires : les militants du Maïdan racontent en effet s'être engagés en groupe. Dans les interviews conduites à Kiev auprès des combattants qui avaient été actifs dans la révolution ukrainienne, la frontière entre la mobilisation révolutionnaire et l'engagement armé est floue, comme si le moment d'entrée dans la guerre n'était pas celui du départ dans l'Est, mais celui des affrontements violents sur le Maïdan, à partir de janvier 2014. Dans les dernières semaines du Maïdan, les routines ordinaires étaient déjà brisées, ce qui a facilité l'arrachement au quotidien et le départ dans le Donbass. Cependant, les parcours d'engagement des premiers combattants pro-ukrainiens dans le Donbass suivent des trajectoires différentes, et toutes ne sont pas forcément issues du Maïdan. Pour certains, prendre les armes est dans la continuité des affrontements révolutionnaires ; d'autres cherchent à s'engager dans l'armée régulière ou dans tels ou tels bataillons volontaires à partir de l'annexion de la Crimée ou des insurrections dans le Donbass, d'autres encore se retrouveront propulsés sur le front par une conjonction de circonstances.

1.2. LES BATAILLONS VOLONTAIRES, UN ENGAGEMENT CITOYEN DANS UN CONTEXTE DE CONFLIT ARMÉ

Parcours d'engagement des premiers combattants volontaires

L'annexion de la Crimée est le déclencheur de la mobilisation d'un grand nombre de volontaires. Un nombre non négligeable d'Ukrainiens interprètent l'événement comme une action armée conduite par la Russie

sur le territoire ukrainien. L'invasion de l'Ukraine continentale semble, à ce moment-là, une option très probable et un certain nombre d'Ukrainiens se déclarent prêts à s'engager pour défendre leur pays ; leur nombre est non négligeable, mais difficile à évaluer.

Au printemps 2014, s'engager implique d'abord de choisir entre l'armée régulière et les corps armés non étatiques. L'image de l'armée, mais aussi l'expérience concrète de l'armée ukrainienne, jouent un rôle important dans le choix du cadre d'engagement. Plusieurs combattants interrogés pour cette étude ont fait une tentative d'enrôlement dans l'armée régulière, y compris les combattants qui rejoindront ensuite les bataillons volontaires. La première démarche de ces volontaires est de se rendre spontanément dans un commissariat militaire, bureau de recrutement local du ministère de la Défense, le plus souvent début mars. Les volontaires décrivent quasiment tous une réaction similaire des autorités militaires : impréparation à la mobilisation, absence de consignes, image déplorable donnée par les officiers en charge.

« Le 1^{er} mars 2014, je suis arrivé au commissariat militaire du district Svyatochynsky de Kiev. Une quarantaine de personnes étaient déjà en train d'attendre, avec une dame seule à la réception qui ne comprenait pas ce qu'on faisait là et ce qu'on voulait d'elle. Heureusement, l'adjoint du commissaire militaire qui habitait à côté passait par là avec sa voiture. Il est venu et il nous a expliqué : il n'y a pas de mobilisation, on ne fait rien de particulier, notez juste vos numéros de téléphone sur une feuille et nous essaierons de voir ce que nous pouvons faire. Je comprends maintenant qu'il a juste essayé de nous renvoyer chez nous²⁴ ».

Notre interviewé sera contacté par le commissariat militaire deux semaines plus tard et convoqué pour être mobilisé en son sein, chargé de mettre en place le 12^e bataillon de défense territoriale qu'il rejoindra lui-même par la suite.

Les relations personnelles et les affinités jouent un rôle important dans le choix d'un bataillon volontaire. Trois anciens activistes du Maïdan, interrogés dans le cadre de cette étude, ont rejoint le front en groupe, faisant le choix du bataillon Aidar.

24. Entretien avec A5, homme, 30 ans environ, 12^e bataillon de défense territoriale Kiev, septembre 2016.

« Fin mars nous avons commencé à faire le tour de différentes structures, en cherchant à partir à l'est. Nous sommes d'abord allés dans le bataillon kiévien Zoloti Vorota, nous avons même passé tous les tests médicaux, mais comme c'était un bataillon de police, il n'a pas eu notre préférence. Nous sommes allés à Zhytomyr où nous avons eu un refus de l'armée régulière, puis nous sommes allés directement à l'est, dans la base d'Aïdar à Polovinkino. Nous étions auparavant allés à Aïdar, voir comment ça se passait, quelles possibilités il y avait pour notre groupe déjà constitué. On nous disait : si vous voulez combattre, allez au commissariat militaire. Mais nous aurions dû alors aller dans des commissariats militaires différents, chacun sur son lieu d'habitation, et nous aurions été séparés, ce que nous ne voulions pas²⁵ ».

Émergence et premiers mois de fonctionnement des bataillons volontaires

Il est inexact de qualifier les bataillons de volontaires d'unités irrégulières, soutenues « informellement » par l'État ukrainien²⁶. À de rares exceptions près, dès le printemps 2014 les nouveaux corps armés intervenant dans le Donbass sont créés en concertation avec les autorités étatiques centrales ou locales. Dans les premiers mois du conflit armé, les bataillons composés de volontaires relèvent de quatre catégories, dont une seulement peut être qualifiée de force armée irrégulière :

(1) Les bataillons de Défense territoriale, relevant du ministère de la Défense, sont créés dans chaque région de l'Ukraine suite à un ordre du président par intérim Oleksandr Turchinov du 30 avril 2014²⁷. Ces bataillons répondent aux ordres de l'état-major des armées et à ceux des chefs des administrations régionales. Si certains de ces bataillons sont exclusivement constitués de volontaires, la plupart ont dans le premier semestre 2014 une composition mixte associant mobilisés et volontaires²⁸ et comptent en 2014 entre 300 et 500 hommes.

25. Entretien avec D2, homme, 27 ans, bataillon Aïdar, septembre 2016.

26. Tetyana Malyarenko et David J. Galbreath, « Paramilitary Motivation in Ukraine : Beyond Integration and Abolition », *Southeast European and Black Sea Studies*, 16:1, 10 mars 2016, p. 123.

27. Oleksandr Turchinov, « Discours au cours de la rencontre avec les chefs des administrations régionales », Rada d'État, 30 avril 2014.

28. Selon Yuri Butusov, on peut citer trois bataillons exclusivement composés de volontaires : le bataillon Aïdar n° 24 de la région de Luhansk, le bataillon n° 20 de la région de

(2) Les divisions spéciales et bataillons du ministère de l'Intérieur sont créés à partir de fin avril 2014 par ordre du ministre Arsen Avakov, également sur une base régionale. La plupart ont été placés sous le commandement d'officiers ou anciens officiers de police. La mission initialement dévolue à ces unités armées est le maintien de l'ordre public par des volontaires pro-ukrainiens, dans un contexte de faible confiance en la loyauté des policiers en poste. A la mi-juin 2014, le ministre de l'Intérieur annonçait 30 bataillons créés et 3 000 hommes recrutés.

(3) Les bataillons de réserve de la Garde nationale, corps armé disparu depuis 2000 et recréé le 13 mars 2014 auprès du Ministère de l'Intérieur, ont été initialement créés pour intervenir dans la zone d'opération anti-terroriste. Dans les premiers mois du conflit armé, ces bataillons ont été exclusivement composés de volontaires, y compris le corps des officiers, nommés sur proposition du commandant du bataillon. Les bataillons comptent en moyenne entre 300 et 600 hommes.

(4) Les bataillons de volontaires non affiliés sont en petit nombre : on peut citer Pravy Sektor (Secteur droit) qui se subdivise lui-même en plusieurs groupes armés plus ou moins reconnus, UNA-UNSO²⁹, OUN³⁰. Traditionnellement, on rattache ces bataillons aux mouvements nationalistes éponymes. Cependant, les bataillons se déclarant de Pravy Sektor ont souvent recruté des combattants motivés, mais inaptes à rejoindre les autres corps armés pour diverses raisons, ceci sans autre critère idéologique que le patriotisme pro-ukrainien, exigé d'ailleurs dans l'ensemble des bataillons de volontaires. Si les bataillons relevant des ministères publics comptent quelques centaines à plusieurs milliers de combattants, les bataillons non-affiliés réuniraient chacun entre 50 et 150 hommes.

Le chercheur Mykhailo Minakov recense plus d'une trentaine de bataillons volontaires, créés pour la plupart en avril-mai 2014, qui ont eu une existence effective de plus de deux mois³¹.

Dnipropetrovsk, le bataillon Rus' de Kiev n° 11 de la région de Kiev. Yuri Butusov, « Les bataillons volontaires : structure, peurs, problèmes d'utilisation au combat », *Zerkalo Nedeli*, 29 août 2014, en russe.

29. Assemblée nationale ukrainienne – Autodéfense nationale ukrainienne.

30. Organisation des nationalistes ukrainiens.

31. Mykhailo Minakov, « The Third Sector Entering the First. Cooperation and Competition of Civil Society, State and Oligarchs after Euromaidan », in Raffaele Marchetti (dir.), *Cooperation and Competition between Government and NGOs : Perspectives from Asia, Europe, Middle East and Africa*, Routledge, à paraître.

Tableau 2

Les bataillons volontaires ukrainiens en 2014

Nom du bataillon	Commandant officiel	Première mention	Combattants*	Région	Affiliation
Artemivsk	Kostyantyn Mateichenko	Mai 2014	150-200	Dnipropetrovsk et Donetsk	Ministère de l'Intérieur (Mint)
Bohdan (régiment)	O l e k s a n d r Zhyunnyk	Juin 2014	50-100	Khmelnytsky	Mint
Dnipro-1	Yuri Bereza	Avril 2014	500-1000	Dnipropetrovsk	Mint
Kherson	Ruslan Storchus	Mai 2014	50-300	Kherson	Mint
Kremenchuk, plus tard Poltavshchyna	Oleh Berkelya, Illia Kyva	Mai 2014	100-420	Poltava	Mint
Kyiv-1	Vitali Satorenko et Evhen Deïdeï	Avril 2014	150-400	Kiev, Odessa	Mint
Kyiv-2,	B o h d a n Voitsehovski	Avril 2014	150-200	Kiev	Mint
Kyrovohrad	Vyacheslav Shevchenko	Mai 2014	100-200	Kyrovohrad	Mint
Louhansk-1	Andriy Levko	Juin 2014	50-150	Louhansk et Dnipropetrovsk	Mint
Lviv	Oleh Zarichny	Avril 2014	200-500	Lviv	Mint
Myrotvorets	Andriy Teteruk	Mai 2014	50-100	Kiev et Dnipropetrovsk	Mint
Shtorm	Serhii Shestakov	Mai 2014	50-300	Odessa	Mint
Sicheslav	Vladyslav Portyanko	Mai 2014	50-100	Dnipropetrovsk	Mint
Slobozhanshchyna	Andriy Yanholenko, puis Mykhailo Katana	Avril 2014	100-250	Kharkiv	Mint
Sviaty Mykola/Mykolaïv	Vitali Goncharov	Mai 2014	50-100	Mykolaïv	Mint

LES COMBATTANTS ET ANCIENS COMBATTANTS DU DONBASS

Svityaz (régiment)	Oleksandr Fatsevykh	Juin 2014	50-100	Volhynie	Mint
Vynnytsia	Ruslan Moroz	Mai 2014	150-200	Vynnytsia	Mint
Zoloti Vorota	Mykola Shvaylya, puis Vitali Provolovski	Mai 2014	250-300	City of Kyiv	Mint
Kharkiv-1	Sergii Yanholenko	Avril 2014	100- 350	Kharkiv	Mint
Shakhtarsk (Tornado)	Andriy Filonenko	Juin 2014	50-700	Dnipropetrovsk, Louhansk et Donetsk	Mint
Ternopil	Volodymyr Katruk	Mai 2014	400-500	Ternopil	Mint
Azov	Andriy Biletski	Mai 2014	400-500	Kiev	Mint/ Garde Nationale
Battalion Kulchitsky	Viktor Tolochko	M a r s 2014	300-450	Kiev	Mint/ Garde Nationale
Donbass	Semen Semchenko	Avril 2014	400-630	Donetsk	Mint/ Garde Nationale, certaines unités non affiliées
Dnipro-2, 39 ^e bataillon de défense territoriale		Mai 2014	350-450	Dnipropetrovsk	Ministère de la Défense (MDef)
Dnipropetrovsk	Oleksandr Rashesvskii	Mai 2014	350-450	Dnipropetrovsk	MDef
Kyivska Rus'	Andrii Yanchenko	Avril 2014	400-500	Kiev	MDef
Kyivska Rus' (11 ^e bataillon)	Oleksandr Humenyuk	Mai 2014	350-450	Kiev	MDef
Aïdar (24 ^e bataillon de défense territoriale)	Serhii Melnychuk	Mai 2014	400-500	Louhansk	MDef
Kryvbas	M y k o l a Kolesnyk	Mai 2014	400-450	Dnipropetrovsk	MDef

Bataillon OUN (Organisation des nationalistes ukrainiens)	Mykola Kohanivskyi	J u i l l e t 2014	50-100	Nizhyn	Non affilié
Bataillon UNA-UNSO (Assemblée Nationale Ukrainienne – Autodéfense populaire ukrainienne)			50-150	non régional	Non affilié
Corps volontaire ukrainien Pravy Sektor (différents bataillons)	Andriy Stempitsky	J u i l l e t 2014	50	non régional	Non affilié

Sources : Minakov 2017 et sources ouvertes

Les missions initialement confiées aux bataillons volontaires étaient liées au contexte de leur création. La situation à l'est de l'Ukraine relevait de troubles à l'ordre public avec la présence d'îlots insurrectionnels séparatistes soutenus par la Russie, mais avec une dimension locale non négligeable et un risque de propagation sur le reste du territoire ukrainien. Il s'agissait donc davantage de renforcer le contrôle de l'ordre public sur l'ensemble du territoire que de conduire des actions armées. Les missions principales des bataillons consistaient en actions de patrouille, de contrôle et de renseignement.

Ainsi, le bataillon Dnipro-1 (Dnipropetrovsk), relevant du ministère de l'Intérieur, a été initialement créé le 14 avril 2014 comme un régiment volontaire auprès du ministère de l'Intérieur, visant à renforcer les effectifs de la police par des patrouilles citoyennes. Un membre de ce régiment détaille ainsi sa mission au moment de la création du bataillon : garder l'un des points d'accès dans la ville, en association avec une patrouille de police. Progressivement, une mission de contrôle des véhicules s'y est ajoutée. Dnipro-1 est transformé en bataillon spécial du ministère de l'Intérieur le 28 avril 2014. Les membres du bataillon sont sélectionnés par une commission du ministère de l'Intérieur et reçoivent alors une formation accélérée et des armes légères. Les premières missions du bataillon relèvent encore du maintien de l'ordre : patrouilles, sécurisation des élections présidentielles, contrôle des moyens de transport, sécurité personnelle et accompagnement de journalistes (Zinenko 2016).

Pendant, avec le changement de nature du conflit au cours de l'été 2014 et l'intervention de forces armées russes, les bataillons volontaires présents à l'est du pays se sont transformés en unités de combat.

Le 17 août 2014, une partie du bataillon Dnipro-1 est envoyée à Marioupol où sa mission change radicalement et des tâches militaires lui sont confiées. « Avant le 18 août 2014, nous n'avions aucune expérience d'actions armées et tout ce qu'on nous avait appris et à quoi nous avions été préparés était pour l'essentiel théorique [...] Sur place, on nous a fixé une tâche : attaquer la ligne de défense à l'entrée de la ville. Nous ne savions pas ce qu'était la ligne de défense et quelles surprises pouvaient nous attendre à son approche³² ».

La transformation des bataillons est également passée par le réarmement. Equipés d'armes légères, parfois fournies par l'autorité de tutelle, parfois achetées ou obtenues à l'aide d'acteurs non étatiques, les bataillons ont demandé dès l'été 2014 un renforcement de leurs capacités de combat. Début septembre 2014, à l'issue de la bataille meurtrière d'Ilovaïsk, le ministère de l'Intérieur a décidé de mettre à disposition de ses bataillons (Garde nationale et unités spéciales) des lance-grenade, des mortiers, des mitrailleuses, des blindés³³. Il s'agissait souvent d'armement soviétique conservé depuis la fin de l'URSS et nécessitant une réparation qui sera effectuée par les bénévoles, mais la décision entérinait le changement de nature des unités de volontaires. Les bataillons de défense territoriale, équipés d'armes légères, ont dû compter, jusqu'à leur intégration officielle dans les forces armées à l'automne 2014, uniquement sur les armes lourdes récupérées au combat chez l'adversaire. Les bataillons irréguliers ont eu à leur disposition des armes récupérées de diverses sources. Ainsi, un combattant du bataillon Pravy Sektor, interrogé dans cette enquête, a eu sous sa responsabilité le canon antichar MT-12, datant de l'époque soviétique, transmis par une unité du ministère de la Défense selon une procédure inconnue³⁴.

Le financement des bataillons de volontaires a été mixte. La contribution de l'État s'est limitée à l'armement, l'équipement et le fonctionnement des bataillons reposant sur les combattants eux-mêmes, les réseaux

32. Roman Zinenko, *Journal d'Ilovaïsk*, Folio. p. 33-35, en russe.

33. « La Garde nationale et les bataillons ont reçu des armes lourdes », *Liga.net*, 3 septembre 2014, en russe.

34. Entretien avec M1, homme, 40 ans, bataillon Pravy Sektor, septembre 2016.

de bénévoles ou la contribution des grands acteurs économiques³⁵. La figure d'Ihor Kolomoisky a été souvent associée au financement des bataillons ; Minakov cite ainsi 9 bataillons financés ou supposément financés par Kolomoisky et son entourage³⁶. Cependant, l'auto-financement et le financement citoyen sont les facettes les plus visibles du fonctionnement matériel des bataillons, celles qui ressortent le plus dans les entretiens et les sources publiques disponibles. Les volontaires ont souvent dû acheter eux-mêmes leur tenue et un équipement basique, tel que le casque et le gilet pare-balles. Les bénévoles se sont progressivement organisés pour assurer l'équipement et pourvoir aux besoins quotidiens des combattants, nourriture et eau potable inclus. En février 2015, nous avons ainsi pu observer un petit réseau de bénévoles, activistes d'une association de vétérans de la guerre soviétique en Afghanistan, préparant une mission d'approvisionnement d'un bataillon volontaire. En plus d'acheter des bouteilles d'eau et des conserves, les bénévoles avaient trouvé de l'argent pour l'achat d'un appareil de vision nocturne et passé un accord avec un atelier de couture pour la confection gratuite d'uniformes adaptés pour l'hiver. L'équipement était emporté dans les bases militaires dans des minibus loués pour l'occasion.

Si la plupart des bataillons relevaient institutionnellement des ministères de force, le statut des combattants et les conditions de leur engagement ont été très variables. Certains ont pu bénéficier d'une affiliation officielle et toucher une solde ; d'autres ont combattu dans un bataillon sans que leur participation soit documentée.

Des chiffres sur la rémunération des combattants volontaires circulent en été et à l'automne 2014 : 6 000 à 10 000 UAH, pour un salaire moyen de 3 500 UAH en Ukraine, versé aux combattants et officiers du bataillon Dnipro par Ihor Kolomoisky³⁷, 4 000 UAH promis aux bataillons rattachés à la Garde Nationale mais, selon plusieurs témoignages, à peine plus de 1000 versés.

35. Rosaria Puglisi, « A People's Army : Civil Society as a Security Actor in Post-Maidan Ukraine », *Istituto Affari Internazionali Working Papers*, 15:23, juillet 2015.

36. Donbas, Shakhtarsk, Kryvbas, Dnipropetrovsk, Dnipro-1, Luhansk-1, Sicheslav, Kremenchuh (Poltavshchina), Kyrovohrad.

37. Tamara Balaeva, Ekaterina Studen, « La rémunération des combattants pour participer à l'opération antiterroriste », *Vesti Ukraine*, 4 juin 2014, en russe.

La première vague de mobilisation et l'engagement de volontaires dans les forces armées régulières

Si les bataillons volontaires ont eu une très grande visibilité, un grand nombre de combattants des premiers mois du conflit armé étaient engagés dans les rangs de l'armée régulière ; 35 000 Ukrainiens ont été appelés sous les drapeaux au cours de la première vague de mobilisation, annoncée le 18 mars 2014 ; 110 000 pendant les trois premières vagues de mobilisation conduites cette année-là (voir tableau 3 *infra*). Cependant, environ 1 500 militaires professionnels ou mobilisés ont pris part à l'opération anti-terroriste en 2014³⁸.

Il serait cependant inexact, surtout pour les premières vagues de mobilisation, de tracer une séparation entre les combattants volontaires et les mobilisés. Le choix de l'armée régulière est souvent un acte volontaire d'engagement. Alexandr Mamaluï raconte ainsi dans ses mémoires intitulées *Journal de guerre* qu'il se présente au commissariat militaire dès le 1^{er} mars 2014, désireux de combattre dès le début de l'intervention russe en Crimée. Il est rappelé dès le premier jour de mobilisation, le 18 mars 2014. Après quelques mois à un poste administratif au sein du commissariat militaire, il demande à partir au front et se voit proposer le choix entre les bataillons de défense territoriale 22 et 24 (Aidar) et la 93^e brigade mécanisée de l'armée de Terre.

« Je comprenais qu'il valait mieux servir dans une unité qui existe depuis longtemps et qui a des traditions que dans le désordre des formations temporaires, créées seulement pour la période de la guerre. J'ai donc choisi la 93^e brigade [...] Deux garçons d'un autre commissariat militaire ont choisi Aidar devant moi, mais en définitive on nous a tous envoyés dans la 93^e ³⁹ ».

Plusieurs anciens combattants interrogés dans le cadre de cette étude ont également fait le choix d'un engagement volontaire dans les forces armées régulières, s'inscrivant dans la première vague de mobilisation.

Tout comme Alexandr Mamaluï, A5 a été mobilisé au sein du commissariat militaire le 18 mars 2014, chargé d'assister le commissariat dans la mise en œuvre de la mobilisation avec notamment la création du 12^e

38. Ministère de la Défense d'Ukraine, *Livre blanc 2014 ; Les forces armées d'Ukraine*, ministère de la Défense d'Ukraine, 2014, p. 9, en ukrainien.

39. Aleksandr Mamaluï, *Journal de guerre (2014-2015)*, Folio, 2016, p. 23, en russe.

bataillon de défense territoriale Kiev. « En une semaine, nous avons réalisé le recrutement de cette unité militaire. Chaque jour, 100 à 120 personnes arrivaient pour s'inscrire, et toutes étaient volontaires [...] Je ne vais pas mentir : certains mobilisés ne comprenaient pas vraiment ce qui se passait autour d'eux : on leur avait dit de venir au point de rassemblement, ils sont venus, on les a mis dans un bus et ils se sont retrouvés dans l'armée. Mais cette première mouture du bataillon était composée à 90 % de volontaires⁴⁰ ».

Par ailleurs, souligne la bénévole Ivona Kostyna, tout au long des vagues de mobilisations le choix de ne pas être mobilisé était toujours possible, au vu des réalités ukrainiennes, « par exemple en partant en Pologne, comme beaucoup l'ont fait, ou en versant un pot de vin à quelqu'un⁴¹ ». Le départ sur le front a toujours été, dans ce conflit armé, en grande partie un choix.

40. Entretien avec A5, homme, 30 ans environ, 12^e bataillon de défense territoriale Kiev, septembre 2016.

41. Entretien avec Ivona Kostyna, volontaire de l'association « Pobratymy », juin 2016.

2. LA REPRISE DE CONTRÔLE DE L'ÉTAT ET L'INTÉGRATION DES VOLONTAIRES

La situation exceptionnelle que présentaient les bataillons de volontaires, des corps armés nouveaux dans un contexte inédit, a posé à l'État ukrainien de nouveaux problèmes, l'amenant à repenser la structure de ses forces armées, ses modes de recrutement et sa relation avec les nouveaux acteurs armés qui n'étaient qu'imparfaitement sous son contrôle.

2.1. LES BATAILLONS VOLONTAIRES, UNE MÉDAILLE À DOUBLE REVERS ?

« Les organisations de la société civile, écrit Minakov, ont sauvé l'État ukrainien d'une disparition à court terme, mais ont créé des obstacles au développement de l'État à moyen terme⁴² ». La vigueur de l'engagement volontaire des citoyens dans le conflit armé à l'est du pays était une chance, mais aussi un motif d'inquiétude pour l'État ukrainien. D'un côté, les volontaires avaient considérablement augmenté les capacités de défense du pays et avaient permis d'endiguer la contagion des insurrections séparatistes. Ils représentaient une ressource et un vivier de recrutement pour des forces de l'ordre peu loyales au printemps 2014 et supposément gangrénées par le renseignement russe⁴³. De l'autre, ils représentaient un danger pour l'État, en tant que forces armées échappant pour partie à son contrôle.

Risques posés par les bataillons volontaires

Trois dimensions présentaient un risque particulier : l'autonomie des bataillons par rapport à l'État, leur possible manipulation par des acteurs privés et le manque de contrôle sur l'usage de la force par les combattants.

(1) Des forces pro-gouvernementales ?

En premier lieu, de manière évidente, la présence de corps armés échappant au contrôle des ministères de force était une atteinte majeure au monopole de la violence légitime de l'État. Les bataillons non étatiques

42. Mykhailo Minakov, *op.cit.*

43. Dmitry Gorenburg, *op.cit.*

étaient largement approvisionnés et équipés par la société civile, via des réseaux de volontaires, ou par des mécènes qui étaient souvent les grands acteurs économiques régionaux. Le recrutement des combattants et la gestion des ressources humaines différaient très largement d'un bataillon à l'autre. Si pour des bataillons comme Dnipro-1, relevant du ministère de l'Intérieur, c'est celui-ci qui a été localement en charge du recrutement, de la sélection, de la formation et de la rémunération des volontaires, dans d'autres bataillons, comme Aidar, le recrutement s'est fait directement par le commandement du bataillon.

Cependant, au-delà de la dépendance institutionnelle, la loyauté des combattants n'allait pas à l'État ukrainien mais à l'Ukraine. La plupart des combattants volontaires interrogés dans le cadre de cette étude déclarent une loyauté sans faille à l'égard de leur pays ou de leur ville ou village, et expriment en même temps une grande méfiance à l'égard des politiques au pouvoir, des institutions étatiques et de leurs représentants. « L'usage du terme « pro-gouvernemental » est mal adapté y compris pour ceux des groupes paramilitaires qui luttent aux côtés ou à la place de l'armée ukrainienne régulière », soulignent Malyarenko et Galbreath⁴⁴. La faiblesse des institutions étatiques ukrainiennes au lendemain de la fuite du président Ianoukovitch et la méfiance à l'égard des forces de l'ordre et de l'armée incitent les combattants à développer des loyautés personnelles plutôt qu'institutionnelles. Nos entretiens permettent d'identifier trois types de loyauté mis en avant par les combattants volontaires. Le premier est la loyauté à l'égard de ses camarades directs et de son commandant. L'allégeance personnelle au commandant a une importance toute particulière qui peut être activée, y compris après la démobilisation. Le deuxième est la loyauté à l'égard des combattants pro-ukrainiens en général, qui se manifeste dans la solidarité et le respect entre différents corps armés sur la ligne de front. « Combattant de l'opération antiterroriste » est une identification opérante et créatrice de cohésion chez les anciens combattants. Enfin, la troisième loyauté est celle à l'égard de l'Ukraine, en tant que pays souverain et communauté attaquée par un agresseur extérieur.

(2) Risque de privatisation des forces armées

Le deuxième risque, lié au premier, était la prise en main de ces groupes armés par des acteurs privés, notamment au niveau local, et la constitution de milices au service de ces acteurs. Pointé assez rapidement par les

44. Tetyana Malyarenko et David J. Galbreath, *op.cit.*, p. 116.

observateurs, le soutien matériel et organisationnel de certains hommes politiques et de grands acteurs économiques à des bataillons a créé un risque de privatisation de ces groupes armés et de leur usage à des fins de compétition politique et économique. Selon Malyarenko et Galbreath, « [f]ormellement « subordonnée au commandement ukrainien, la majorité des bataillons s'appuyait sur ses propres ressources et par conséquent se fiait à ses commandants. Il ne fait aucun doute que l'armement des bataillons paramilitaires, dotés de tanks et de l'artillerie sans être subordonnés de façon rigoureuse au commandement ukrainien, a contribué à renforcer les positions des bataillons dans la compétition pour le pouvoir politique et pour les ressources avec les administrations ukrainiennes civilo-militaires dans le Donbass, et avec le gouvernement central à Kiev⁴⁵ ».

L'homme d'affaires Igor Kolomoïski, à la tête du groupe Privat basé à Dnipropetrovsk, est la première personnalité du monde politique et économique à incarner ce risque. Au printemps 2014, Kolomoïski voit se dérouler dans sa ville les mêmes insurrections séparatistes que dans le Donbass et se place résolument du côté pro-ukrainien en déclarant que le séparatisme ne s'enracinera pas dans sa région. Début mars 2014, il est nommé par le président par intérim gouverneur de la région de Dnipropetrovsk et cumule à la fois le pouvoir politique et le pouvoir économique dans la région. Kolomoïski finance, plus ou moins ouvertement, un nombre important de bataillons. On cite ainsi les bataillons Dnipro-1, Kryvbas, Donbass, Dnipropetrovsk, Louhansk-1, Sicheslav, Kremenchuh, Kyrovohrad, Shakhtarsk / Tornado⁴⁶. Un an plus tard, il est soupçonné d'avoir utilisé les combattants de Dnipro-1 en tant que milice privée dans l'affaire Ukrnafta qui l'oppose à l'État. Il sera démis de ses fonctions à la tête de la région le 25 mars 2015.

Le ministre de l'Intérieur Arsène Avakov est également fréquemment cité parmi les acteurs susceptibles d'utiliser l'allégeance personnelle de ses bataillons dans la lutte pour le pouvoir politique. « Avakov semble croire dans la loyauté personnelle du [...] bataillon Azov et pourrait l'utiliser comme son « armée privée » pour protéger ses intérêts d'affaires et ses intérêts politiques », écrit le chercheur spécialisé dans l'extrême droite postsoviétique Shekhovtsov, avant de nuancer en suggérant que les groupes armés concernés pourraient ne pas forcément être d'accord

45. *Idem*, p. 123-124.

46. Mykhailo Minakov, *op.cit.*

avec la perception du ministre⁴⁷. Le commandant du bataillon Azov, Andriy Biletski, est en effet un originaire de Kharkiv, comme le ministre de l'Intérieur⁴⁸.

Au-delà des grands acteurs et des dynamiques collectives, la perception par les commandants des bataillons de leur place hiérarchique renseigne également sur la complexité des allégeances sur le terrain. Le cas du bataillon Shakhtarsk du ministère de l'Intérieur montre un manque d'intégration dans le corps auquel le bataillon appartient formellement et la coexistence de plusieurs schémas d'allégeance.

Une interview du commandant Filonenko et de son adjoint Onishchenko en juillet 2014 donne la mesure de la complexité des schémas d'allégeance. Alors que le bataillon relève officiellement du ministère de l'Intérieur de la région de Dnipropetrovsk, le commandant exprime son extrême défiance à l'égard de la police : « 95 % de la police doit être licenciée. Ce sont des ennemis ». En même temps, il accorde sa confiance personnelle au ministre. « Notre bataillon a été créé auprès du ministère de l'Intérieur. Nous sommes en contact direct avec le ministre [Arsen Avakov], ce qui ne peut que nous réjouir. Il trouve toujours le temps de nous parler. Nous sommes également en contact avec le conseiller du ministre Anton Gerashchenko ». Si le commandant assure devant la journaliste : « Nous interviendrons là où notre commandement ordonnera d'intervenir [...]. Nous exécutons les ordres du ministre⁴⁹ », le devenir du bataillon montrera le contraire.

(3) Risque de criminalisation et de radicalisation

Alors même que les hommes politiques et les médias ukrainiens s'engageaient dès le début du conflit armé dans une glorification des combattants, des informations sur les activités criminelles de certains individus ou groupes combattant dans l'est ont commencé à arriver à Kiev.

47. Anton Shekhovtsov, « Whither the Ukrainian Far Right ? » page de blog d'Anton Shekhovtsov, 30 janvier 2015.

48. Arsen Avakov, né en 1964, est un homme politique et un homme d'affaires ukrainien. Proche des forces politiques portées au pouvoir par la Révolution orange, il a occupé entre 2005 et 2010 la fonction de chef de l'administration régionale de la région de Kharkiv, puis celle de député de la Rada d'État entre 2012 et 2014. Le 17 février 2014, lors du remaniement au sommet de l'État à la suite de la fuite du président Viktor Ianoukovitch, il a été nommé ministre de l'Intérieur.

49. Iulia Bunyak, « Les commandants du bataillon Shakhtarsk : 95 % de la police doit être licenciée. Ce sont des ennemis », *Obozrevatel*, 18 juillet 2014, en russe.

Rendu public le 8 septembre 2014, le rapport du bureau ukrainien d'Amnesty International sur les exactions commises par des combattants du bataillon Aidar dans la région de Louhansk a provoqué un tollé dans la société ukrainienne où ce bataillon jouissait d'une grande popularité⁵⁰. Le rapport recensait des cas d'enlèvement, de détention illégale, de mauvais traitements, de vol et d'extorsion et des cas présumés d'exécutions sommaires. En plus des demandes de traduction en justice des responsables, Amnesty International formulait deux principales recommandations à l'État ukrainien : clarifier le statut légal du bataillon Aidar et des autres unités de volontaires ; intégrer les bataillons volontaires dans une chaîne de commandement, de contrôle et de responsabilité. Les deux recommandations mettaient précisément le doigt sur ce qui posait problème dans le contrôle de l'État sur les bataillons. Les exactions commises par les membres d'autres bataillons ont aussi été mises en lumière. Accusé d'attaques contre la population civile, d'extorsion et de violence, le bataillon Shakhtarsk précédemment évoqué sera dissous le 17 octobre 2014⁵¹, mais une partie de ses membres sera recrutée dans le bataillon Tornado qui sera à son tour accusé de faits de banditisme, mais aussi de torture et de violences sexuelles. Le bataillon a été dissous et douze membres du bataillon, dont son commandant, ont été condamnés, le 7 avril 2017, à des peines de prison allant jusqu'à onze ans⁵².

L'autonomie des bataillons, tout comme leur connivence avec certains acteurs locaux, présentait le risque de voir émerger des fiefs tenus par des acteurs armés où la criminalité économique pouvait se développer. Les pratiques de contrebande sur la ligne de contact, impliquant les combattants de tous corps armés, se sont également développées.

En dehors des cas où l'intention criminelle pouvait être établie, d'autres cas posaient des problèmes d'interprétation et révélaient le manque d'information des commandants, et plus encore des combattants, sur le régime juridique de leur intervention. Prendre sa voiture à un civil sur le front relevait-il d'une réquisition ou d'un vol ? Pendant quelle durée et dans

50. Amnesty International, *Ukraine : Abuses and War Crimes by the Aidar Volunteer Battalion in the North Luhansk Region*, Rapport disponible sur le site Internet de Amnesty International, 8 septembre 2014.

51. « Le bataillon Shakhtarsk est liquidé pour banditisme – Avakov », *Unian*, 17 octobre 2014, en ukrainien.

52. « Le tribunal a condamné le commandant de Tornado à 11 ans de prison, son adjoint à 9 », *Unian*, 7 avril 2017, en ukrainien.

quelles conditions une personne soupçonnée d'être un ennemi devait-elle être détenue, alors qu'il n'était pas toujours possible de la transmettre aux forces de l'ordre ? Dans le chaos et l'urgence des premiers mois de l'opération antiterroriste, les combattants n'avaient pour la plupart jamais été formés à ce genre de questions.

La radicalité idéologique, un problème spécifique

La radicalité idéologique de certains bataillons a également constitué un problème de sécurité pour l'État ukrainien. Les accusations de néonazisme et d'extrémisme ont commencé à apparaître dans les médias dès la révolution du Maïdan⁵³, tirant souvent des conclusions trop générales à partir de portraits de groupuscules limités. Parmi les bataillons formés à partir des groupes de militants du Maïdan, plusieurs ont suscité des inquiétudes, notamment les différents corps armés se réclamant du bataillon Pravy Sektor, et le bataillon Azov, composé à partir de membres de divers groupes nationalistes. Les deux bataillons posaient des problèmes très différents. Non affilié, Pravy Sektor était dirigé à ses débuts par le charismatique Дмитро Іарош, militant nationaliste de longue date, activiste du Maïdan, élu député à la Rada suprême en 2014. Il s'agissait d'un corps armé irrégulier dont certains membres professaient des idées d'extrême droite. Dépeint en bataillon punitif néonazi par les médias russes, Pravy Sektor était en réalité très divers dans sa composition et dans la position idéologique de ses membres. Si des cas de violences et de tortures à l'égard des prisonniers perpétrés par Pravy Sektor ont été dénoncés par les défenseurs des droits de l'homme⁵⁴, le bataillon ne s'est jamais illustré dans des exactions extrémistes dans la zone de l'opération antiterroriste, contrairement à l'image véhiculée par les médias russes. Son statut de groupe armé irrégulier pose toutefois un problème juridique, un problème politique et un problème de sécurité publique. En effet, les membres de groupuscules se réclamant de Pravy Sektor ont été régulièrement accusés de troubles à l'ordre public : participations à des fusillades ou encore à des actions homophobes.

53. Anton Shekhovtsov et Andreas Umland, « Ukraine's Radical Right », *Journal of Democracy*, 25:3, juillet 2014, p. 5863 ; Anna Colin Lebedev, « Les Ukrainiens au tournant de l'histoire européenne », *Études*, mars 2015, p. 718.

54. Amnesty International et Human Rights Watch, « "You Don't Exist" » : *Arbitrary Detentions, Enforced Disappearances, and Torture in Eastern Ukraine* », Rapport disponible sur le site Internet de Amnesty International, 21 juillet 2016.

Les questions soulevées par le bataillon Azov étaient d'une nature un peu différente. La filiation ultranationaliste est très présente chez l'ensemble des leaders du bataillon⁵⁵ comme chez certains de ses combattants, par exemple ceux rencontrés sur le front par le correspondant du *Guardian* Shaun Walker⁵⁶. Cependant, souligne le chercheur Andreas Umland, « on peut supposer que beaucoup de volontaires qui rejoignaient ces unités ne portaient pas une attention particulière à l'histoire de leur création et aux opinions politiques de leurs leaders mais se fondaient sur d'autres motivations. Je pense qu'une partie des combattants ordinaires des bataillons créés par les activistes nationalistes peuvent être qualifiés de patriotes armés et non d'extrémistes de droite⁵⁷ ».

L'enquête réalisée par Bertrand Belhomme de Franqueville auprès d'Azov confirme l'hypothèse d'Umland : « Tous les volontaires d'Azov, écrit-il, ne se sont pas engagés dès le départ au sein du bataillon et étaient encore moins des activistes de [l'organisation ultranationaliste] Patriotes d'Ukraine. Dès lors, d'autres facteurs explicatifs du choix de ce bataillon sont à mobiliser ». Il cite l'interview avec un combattant d'Azov qui met en avant le choix d'un bataillon perçu comme bien organisé et stabilisé : « À la base, il y avait beaucoup de choix entre les troupes différentes. Il y avait des bataillons avec des grands salaires, au sein du gouvernement. Mais j'ai vu une bonne organisation et j'avais une bonne idée d'Azov, je pense que j'ai fait le bon choix parce que beaucoup de bataillons bénévoles n'existent plus⁵⁸ ». Peu de recherches ont pu en effet être conduites à l'intérieur du bataillon Azov qui « ouvre aujourd'hui avec méfiance ses portes aux médias et aux chercheurs, épurant au maximum ce qui peut être vu⁵⁹ », confirme Belhomme de Franqueville.

55. Andreas Umland, « Le bataillon et régiment volontaire ukrainien Azov », *Krytyka*, 11-12, mai 2016, p. 29.

56. Shaun Walker, « Azov Fighters are Ukraine's Greatest Weapon and May Be its Greatest Threat », *The Guardian*, 10 septembre 2014.

57. Andreas Umland, *op.cit.*

58. Bertrand Belhomme de Franqueville, « Le phénomène milicien en Ukraine : le cas du bataillon Azov », dossier de recherche de Master 1, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne, 2016, p. 16.

59. On constate notamment une fermeture accrue depuis la diffusion du reportage à charge du journaliste français Paul Moreira, dans lequel des erreurs manifestes ont été relevées par les reporters travaillant en Ukraine. Voir Ksenia Bolchakova *et al.*, « Lettre ouverte à Paul Moreira après « Ukraine, les masques de la révolution », *L'Obs*, 3 février 2016.

À la différence de Pravy Sektor, Azov était, dès sa création, un bataillon spécial relevant du ministère de l'Intérieur, puis de la Garde nationale. L'extrémisme idéologique à l'intérieur du bataillon touche donc un ministère étatique et pose un problème quant au fonctionnement de l'État ukrainien.

2.2. LA REPRISE EN MAIN INACHEVÉE DES BATAILLONS VOLONTAIRES

Dès l'été 2014, la préoccupation du pouvoir politique ukrainien issu du Maïdan est de reprendre le contrôle sur ces nouveaux corps armés, tout en les ménageant et en assurant leur capacité de combat.

Intégration des bataillons volontaires des ministères de la Défense et de l'Intérieur

Graduellement, dans le courant de l'année 2014, les bataillons créés auprès du ministère de la Défense ont été intégrés à l'armée de Terre. Les volontaires combattant dans ces bataillons étaient invités à signer un contrat avec le ministère de la Défense. Un salaire allant de 4 800 UAH à 14 200 UAH leur était offert⁶⁰, en fonction du grade⁶¹. La durée du contrat était initialement prévue pour couvrir uniquement la période de l'affrontement armé, pensée à ce moment-là comme courte. La formulation donnée à cette durée : « jusqu'à la fin de la situation particulière », s'est en fait révélée un piège pour les combattants signataires, le conflit s'installant dans la durée, sans changer la qualification de la situation. Les premiers volontaires ayant signé un contrat avec les forces armées se sont retrouvés dans l'impossibilité d'être démobilisés. Suite à une série de blocages de la procédure législative, cette situation n'a trouvé sa solution qu'en janvier 2017 quand une loi modifiant les conditions de la démobilisation a été approuvée par la Rada suprême et ratifiée par le président Petro Porochenko.

Les bataillons volontaires du ministère de l'Intérieur ont reçu le titre de régiment dès le printemps - été 2014 et ont été intégrés à la nouvelle

60. Pour un salaire moyen dans le pays de 3 800 UAH, selon les statistiques du ministère des Finances.

61. Igor Nikolaenko, « Conférence de presse d'Igor Nikolaenko, représentant de l'État-major des armées d'Ukraine », *Interfax*, 27 novembre 2014.

pPolice nationale à partir de la mise en œuvre des réformes de la police à l'automne 2015. Les bataillons de la Garde nationale, également renommés « régiments », ont aussi été pérennisés.

L'intégration des bataillons dans les forces armées régulières est passée non seulement par une régularisation des combattants, mais aussi par une intégration des commandants dans la hiérarchie. Pour un grand nombre de ces commandants qui avaient fait une partie de leur carrière dans l'armée ou la police avant 2014, l'intégration n'a pas été problématique. La situation a été différente pour un certain nombre de commandants très médiatiques, mais sans passé ni grade militaire. Andriy Biletski, commandant du bataillon Azov, a reçu un grade de lieutenant-colonel de police et a pu garder le commandement du régiment Azov reformaté, tout en étant député de la Rada suprême. La situation a été différente pour le commandant du bataillon de la Garde nationale « Donbass », connu sous le pseudonyme de Semen Semenchenko. Se déclarant officier de réserve, ce dernier a été démis de ses fonctions de commandant en novembre 2014 à la suite de son élection à la Rada suprême, puis accusé de falsification de ses titres militaires et démis de son grade d'officier par la justice en décembre 2015, avant d'être rétabli par une décision de justice en septembre 2016. Les différentes trajectoires des commandants sont à relier à leurs positionnements vis-à-vis du commandement militaire et seront évoquées plus loin.

Difficulté d'intégration des bataillons non affiliés

L'intégration des bataillons non affiliés a été plus problématique. En mars 2015, après plusieurs mois de négociations, le commandement du bataillon Pravy Sektor – qui déclarait fédérer une vingtaine de bataillons et plusieurs milliers de combattants⁶² – jugeait toujours inacceptables les conditions de régularisation qui lui étaient proposées. Il estimait qu'il ne pourrait pas joindre les forces du ministère de la Défense, à moins de pouvoir garder l'autonomie du bataillon et de ses commandants⁶³. À titre individuel, plusieurs combattants ont fait le choix de rejoindre les rangs de

62. « Certains combattants de Pravy Sektor rejoindront l'armée », *Ukrainska Pravda*, 3 avril 2015, en russe.

63. « Le bataillon volontaire ukrainien Pravy Sektor a expliqué à quelles conditions il rentrerait dans l'armée, mais pas dans la Garde Nationale », *Ukrainska Pravda*, 26 mars 2015, en russe.

l'armée régulière⁶⁴, mais la négociation n'a pas abouti au niveau du bataillon, tout comme pour le bataillon OUN qui se réclame d'une branche historique du nationalisme ukrainien créée au début du vingtième siècle⁶⁵. Fin mars, le bataillon Pravy Sektor a été invité à rejoindre l'armée ou à quitter la zone de l'opération antiterroriste, déclaration suivie d'un refus de ses commandants⁶⁶. À la suite de pressions sur le bataillon⁶⁷, Pravy Sektor s'est retiré des premières lignes. Le 2 mai 2015, le service de presse de l'opération antiterroriste déclarait qu'aucun bataillon volontaire n'était présent dans la zone de l'opération et que l'ensemble des actions armées étaient menées par les forces armées étatiques⁶⁸, affirmant ainsi une reprise en main institutionnelle quasiment complète des bataillons.

Cependant, en dépit d'une diminution significative de leur nombre et de leur importance, les bataillons non affiliés subsistent sur le territoire ukrainien, y compris sur la ligne de front. La page Facebook du bataillon OUN invite encore le 28 mars 2017 des volontaires à rejoindre le bataillon pour partir combattre dans le Donbass, et déplore le 28 février 2017 la mort d'un combattant⁶⁹. Ces groupes armés irréguliers sont présents en marge de la ligne de front ou repliés dans leurs bases régionales. Leur marginalisation, doublée d'une présence d'armes, en fait des acteurs difficilement contrôlables et potentiellement violents, comme l'ont montré les altercations armées entre des représentants de Pravy Sektor et l'entourage d'un homme politique local, à Mukachevo dans l'ouest du pays en juillet 2015, incident ayant entraîné la mort d'une personne⁷⁰.

64. « Certains combattants de Pravy Sektor rejoindront l'armée », *Ukrainska Pravda*, 3 avril 2015, en russe.

65. Alexei Baturin, « Tu vois des volontaires dans la zone antiterroriste ? En fait, ils ne sont pas là », *Focus*, 6 mai 2015, en russe.

66. « Chez Pravy Sektor, on juge impossible le départ de Mariupol », *Unian*, 25 mars 2015, en russe.

67. « Attaque sur Pravy Sektor », *Levy Bereg*, 29 avril 2015, en russe.

68. « Il n'y a pas d'unités de volontaires dans la zone de combat – État-major de l'opération antiterroriste », *Unian*, 2 mai 2015, en russe.

69. Source : page Facebook du bataillon volontaire OUN, consultée le 19 mai 2017, en ukrainien.

70. « Le triangle de Mukachevo. Contrebande, Pravy Sektor et des amis jurés », *Ukrainska Pravda*, 13 juillet 2015, en ukrainien.

2.3. MOBILISATION ET PROFESSIONNALISATION

Dès le 18 mars 2014, au lendemain de la déclaration du président russe sur l'intégration de la Crimée dans la fédération de Russie, le président ukrainien par intérim a décrété une mobilisation partielle de la population.

Six vagues de mobilisation ont été conduites en 2014-2015.

Tableau 3

Vagues de mobilisation partielles en Ukraine, 2014-2016

Vague	Début de mobilisation	Début de démobilisation	Objectif de mobilisation	Effectifs mobilisés
1	17 mars 2014	18 mars 2015	35 300	110 000
2	7 mai 2014	6 juin 2015	15 000	
3	24 juillet 2014	1 juillet 2015	60 000	
4	20 janv. 2015	25 mars 2016	50 500	90 000
5	20 avr 2015	24 juin 2016	25 000	
6	19 juin 2015	26 sept. 2016	25 000	

Source : Ministère de la Défense, Livres blancs 2014 et 2015

Les trois premières vagues de mobilisation en 2014 ont été limitées aux volontaires, aux militaires de la réserve et aux personnes ayant une spécialité professionnelle militaire. En juillet 2014, avant la troisième vague de l'année, la limite d'âge pour être réserviste a été relevée de 45 à 60 ans (65 ans pour les officiers supérieurs)⁷¹. Les trois vagues de mobilisation de 2015 ne se limitaient pas aux militaires de réserve. Elles incluaient une possibilité de mobiliser les femmes, ce qui est cependant resté un phénomène très marginal. Aucune vague de mobilisation n'a été décrétée en 2016, les forces armées privilégiant désormais le recrutement sous contrat. Le rétablissement du service militaire obligatoire qui devait être supprimé en 2014 est destiné à entretenir un vivier de recrutement de soldats professionnels.

Les citoyens ukrainiens mobilisés étaient supposés suivre une formation de plusieurs mois pour une mise à niveau dans une spécialité mili-

71. « La Rada a monté l'âge limite d'appel des réservistes à 60 ans » *Zerkalo nedeli*, 22 juillet 2014, en russe.

taire et une préparation à la participation aux actions armées. Les budgets du ministère de la Défense ont été accrus en conséquence. Cependant, la qualité de la préparation militaire a pu être très variable, l'organisation sur place ne suivant pas forcément les impératifs fixés par le ministère.

Le combattant mobilisé Dmitry Iakornov détaille dans son carnet de guerre le quotidien de son unité de formation dans la région de Kiev : l'alcoolisme y semble omniprésent et la formation est en revanche de pure façade. « Cela fait plus d'un mois que nous, volontaires en bonne santé et pleins de force, sommes dans ce bazar où des milliers de gens ne font que manger et se saouler, sans rien faire d'autre. Nous, mobilisés du bataillon de réparation, n'avons eu aucun cours théorique ni pratique, n'avons pas vissé un seul boulon⁷² ». Au bout de quarante jours d'oisiveté, les mobilisés sont envoyés passer un examen où on leur recommande de recopier sur leurs feuilles, en guise de réponse aux questions techniques, les textes affichés sur les panneaux accrochés dans la salle de classe.

Les problèmes d'alcoolisme, de désertion et de discipline se sont révélés suffisamment importants dans l'armée ukrainienne pour inciter l'État à prendre des mesures législatives. Un projet de loi définissant les sanctions auxquelles sont soumis les militaires en cas d'infraction dans le cadre de leur service est actuellement en examen à la Rada suprême. Les problèmes sont en effet de taille. Selon les données officielles du ministère de la Défense, 126 militaires, dont la moitié dans la zone de l'opération antiterroriste, sont morts ou ont été blessés en 2015 à la suite de problèmes d'alcool⁷³. Près de 9 000 militaires ont été arrêtés et accusés de violations diverses en 2015⁷⁴. Selon le procureur militaire général Matios, interrogé au début de l'année 2016, plus de 1 000 morts au sein de l'armée ukrainienne au cours de l'opération antiterroriste étaient dues à un usage non qualifié d'armes, à des agressions entre combattants, ou à des accidents de circulation⁷⁵. Entre 8 000 et 10 000 personnes sont recherchées pour

72. Dmitri Iakornov, *Cette opération antiterroriste-là. Journal d'un volontaire*, Vivat, p. 71, en russe.

73. « L'armée a rendu publiques les statistiques de mortalités chez les « avatars », *TSN*, 12 juin 2016, en ukrainien.

74. « 126 militaires sont morts ou ont été blessés à cause de l'alcool en 2015 » *Ukrainska Pravda*, 11 mai 2016, en ukrainien.

75. « Anatoli Matios : je suis pour une dictature de la loi irréversible comme la mort », *Mir*, 21 janvier 2016, en ukrainien.

désertion depuis le début de l'opération antiterroriste, selon l'association d'aide juridique aux vétérans Centurie juridique⁷⁶.

2.4. LA RESPONSABILITÉ DES COMBATTANTS EN TEMPS DE GUERRE : UNE QUESTION EN SUSPENS.

La révélation des crimes commis par les combattants est souvent allée de pair avec un rétablissement de contrôle sur les bataillons volontaires. En juin 2015, le chef de l'administration de la région de Louhansk, Guennadi Moskal, a rendu publique la liste de 65 cas de crimes commis par les combattants du bataillon Aidar, en demandant leur investigation immédiate. « Une partie d'Aidar utilise effectivement ses armes pour défendre l'intégrité territoriale de l'Ukraine sur la première ligne de front, alors qu'une autre partie a tout banalement décidé de se faire de l'argent sur cette guerre. La liste ne mentionne que 25 % des crimes, parmi lesquels les plus graves et les plus spectaculaires sont le kidnapping de serviteurs de l'État avec demandes de rançon, la résistance aux forces de l'ordre, la spoliation d'entrepreneurs », a souligné Moskal⁷⁷. Cependant, ces violations ne concernent pas seulement les bataillons de volontaires. En juillet 2016, Amnesty International et Human Rights Watch ont rendu public un rapport où ils documentaient des cas de disparition, de détention arbitraire et de torture du côté ukrainien, perpétrés par le Service de sécurité d'Ukraine (SBU) dans ce qui apparaît comme des centres de détention illégaux⁷⁸. Plusieurs procès contre les combattants ont fait la une des médias.

La politique générale de l'État à l'égard des violations commises dans la zone antiterroriste n'est pas claire. La Rada suprême a ainsi voté en première lecture le 7 juillet 2016 un projet de loi d'amnistie. Celui-ci désignait, entre autres, une catégorie spécifique de bénéficiaires de l'amnistie : les combattants de l'opération antiterroriste, condamnés pour des crimes commis dans le cadre du conflit armé, à l'exception des crimes les plus graves. De nombreuses critiques se sont faites entendre, la plupart pour

76. Lesya Vasilenko, « Les âmes mortes dans les forces armées de l'Ukraine, et autres problèmes des capacités militaires », *Ukrainska Pravda*, 20 octobre 2016, en ukrainien.

77. « Moskal a rendu publique la liste de 65 crimes d'Aidar », *Korrespondent*, 8 juin 2015, en russe.

78. Amnesty International et Human Rights Watch, « « You Don't Exist » : Arbitrary Detentions, Enforced Disappearances, and Torture in Eastern Ukraine » Rapport disponible sur le site Internet de Amnesty International, 21 juillet 2016.

pointer le risque d'impunité potentielle que la loi risquait d'introduire, dans des conditions de poursuites des actions armées. Les experts et les défenseurs des droits ont souligné la nécessité de juger les combattants, mais aussi la difficulté de le faire équitablement, dans les conditions de la justice ukrainienne⁷⁹. Le 17 août 2016, le président Petro Porochenko a usé de son droit de veto pour s'opposer à la loi d'amnistie. La Rada suprême a examiné et pris en compte les remarques faites par la présidence, et voté un second projet de loi le 22 décembre 2016, un peu plus restrictif dans sa formulation. La loi d'amnistie a été ratifiée le 2 septembre 2017 et rentrée en vigueur le 7 septembre de la même année...

79. « Amnistie 2016 : quels sont les dangers de la loi d'amnistie ? », *Zerkalo Nedeli*, 24 septembre 2016, en russe.

3. LES PARTICIPANTS AU CONFLIT ARMÉ : UN GROUPE DISPARATE DANS UNE DYNAMIQUE DE PROFESSIONNALISATION

Les forces armées ukrainiennes ont changé de visage. Remodelées dans leur fonctionnement institutionnel, elles ont transformé leur mode de recrutement pour faire face à des défis nouveaux. Le conflit armé dans le Donbass a également profondément transformé le profil social des militaires : les parcours, les attentes et les motivations des participants du conflit armé ont fait émerger une nouvelle figure de combattant.

3.1. PORTRAIT COLLECTIF DES COMBATTANTS UKRAINIENS

Une enquête approfondie sur le profil social des combattants du conflit armé en Ukraine reste encore à réaliser. Les nombreux portraits de combattants réalisés dans les médias ou circulant sur les réseaux sociaux, ainsi que les mémoires de combattants qui commencent à paraître sous forme de livres, constituent un corpus foisonnant et riche qui n'a pas encore été exploité et qui doit être abordé à la fois comme source d'information et comme discours sur le conflit armé.

Trois enquêtes sur le profil social des combattants

À ce jour, nous avons eu accès à trois enquêtes structurées consacrées aux combattants et anciens combattants du conflit en Ukraine, toutes datant de 2016 et rédigées en ukrainien. Réalisées pour répondre à des questions spécifiques, elles éclairent le profil social des combattants, sans fournir suffisamment de matière pour un portrait complet.

(1) « PROBLÈMES DES VÉTÉRANS DE L'OPÉRATION ANTITERRORISTE » rend compte d'une recherche conduite par la faculté de sociologie de l'Université nationale de Kiev Taras-Chevtchenko sur commande de l'ONG Fondation caritative des vétérans de l'opération antiterroriste et vétérans de guerre. C'est l'enquête quantitative qui couvre le plus grand nombre d'anciens combattants (911 personnes interrogées, dont 73 % ont pris effectivement part au combat) dans cinq régions d'Ukraine, à partir d'une base de données de vétérans de plus de 13 000 personnes, fournie par l'association. Cependant, la présentation des résultats présente des lacunes

qui diminuent l'intérêt du rapport. Destiné à l'usage interne de la fondation commanditaire, ce rapport n'a pas été publié⁸⁰.

(2) « LE BATAILLON INVISIBLE » est une recherche consacrée aux femmes activistes de la révolution du Maïdan et combattantes de l'opération antiterroriste, réalisée sous la coordination de la chercheuse ukrainienne Tamara Martsenyuk et financée par la fondation Ukrainian Womens' Fund. L'enquête fournit une analyse de la situation des femmes dans les forces armées ukrainiennes, dans une perspective féministe, et s'appuie sur une enquête ethnographique auprès de 42 femmes combattantes⁸¹.

(3) « HOMO MILITANS » est une enquête qualitative conduite par des chercheurs de l'Université catholique ukrainienne de Lviv, avec le soutien de l'ONG École ukrainienne de consolidation de la paix et de l'Ambassade de Grande-Bretagne en Ukraine. Basée sur 55 interviews avec des combattants volontaires, elle est unique en ce qu'elle interroge les combattants des deux côtés de la ligne de front : pro-ukrainiens et séparatistes locaux. Les questions portent sur les motivations de l'engagement armé et l'expérience combattante⁸².

La présentation qui suit s'appuiera sur les trois enquêtes, enrichies par des entretiens qualitatifs conduits par l'auteur de la présente étude.

Profil social et professionnel des combattants

Les anciens combattants interrogés dans le cadre de l'enquête « Problèmes des vétérans » sont à 98 % des hommes. Plus de 17 000 femmes servent aujourd'hui dans les forces armées ukrainiennes, dont 2 200 à un grade d'officier, affirment les chiffres du ministère de la Défense du mois de mars 2016. On dénombre officiellement 1 500 femmes participantes de l'opération antiterroriste dans le Donbass⁸³. Cependant, notent les auteurs de l'enquête « Invisible Battalion », diverses sources mentionnent le chiffre de 14 000 femmes sur le front, dont une grande

80. Faculté de sociologie de l'Université d'État de Kiev, *Problèmes des vétérans de l'opération antiterroriste*, rapport non publié, 2016, en ukrainien.

81. Tamara Martsenyuk et al., « *Invisible Battalion* » : *Women's Participation in ATO Military Operations*, Ukrainian Women's Fund, 2016.

82. Oksana Mikheieva, *The War in Eastern Ukraine : the Motivations, Identities and Values of Volunteer Militants*, Ukrainian Catholic University Kyiv, 2016.

83. Chiffres fournis par le porte-parole du ministère de la Défense lors d'une conférence de presse le 4 mars 2016, en ukrainien.

partie seraient des combattantes non répertoriées, invisibles aux statistiques. Plus de la moitié des femmes couvertes par l'enquête « Invisible Battalion » étaient dans cette situation, sans possibilité de régularisation. Un peu moins d'un tiers des femmes interrogées participaient directement au combat.

L'âge moyen des combattants démobilisés est, selon l'enquête « Problèmes des vétérans », de 35 ans, avec une fourchette d'interviewés allant de 19 à 69 ans. Plus de 70 % sont mariés ou en couple, plus de deux tiers ont des enfants. Près de trois quarts sont des urbains, un quart sont des ruraux, soit une légère surreprésentation des urbains chez les combattants par rapport à la moyenne de l'Ukraine.

L'enquête « Problèmes des vétérans » dénombre dans son échantillon 28,2 % de combattants volontaires, 31 % de combattants mobilisés et 40,8 % de combattants sous contrat. Cette répartition ne permet en rien de préjuger de la répartition de l'ensemble des combattants par statut, pour plusieurs raisons méthodologiques⁸⁴. Elle souligne néanmoins la pluralité des statuts des combattants au cours de ce conflit armé. Il faut y ajouter la mobilité des statuts : les combattants volontaires ponctuellement ou durablement engagés peuvent choisir la démobilisation ou le maintien dans les forces armées ou la police sous contrat ; le même choix s'offre aux mobilisés.

La diversité d'origine sociale des combattants du côté ukrainien a été soulignée par l'ensemble des analyses depuis le début du conflit armé et confirmée par nos observations dans le cadre de cette étude. Les milieux professionnels d'origine tout comme le niveau d'éducation sont très variés chez les combattants. Selon l'enquête « Problèmes des vétérans », les combattants mobilisés sont en moyenne moins éduqués que les combattants sous contrat ; les niveaux d'éducation sont en revanche très divers chez les volontaires. Les ruraux sont légèrement surreprésentés chez les soldats mobilisés. 78,6 % des combattants en moyenne avaient un travail au moment de leur engagement ; ce chiffre atteint 88,5 % pour les combattants résidant à Kiev, le chômage étant beaucoup plus présent en province.

84. La représentativité de ces chiffres peut être mise en cause : 1. par la source de la base de données des combattants dans laquelle une catégorie pourrait être sous ou sur-représentée ; 2. par un degré différent d'acceptation du questionnaire par catégorie de combattants ; 3. par des changements de statut au cours de l'expérience combattante, non reflétés dans la répartition.

Dans la région centrale de Kirovohrad, plus d'un tiers des anciens combattants interrogés ne travaillaient pas au moment de leur engagement.

L'enquête « Homo Militants » met en exergue des parcours professionnels placés sous le signe de la réussite : mentions d'excellence à l'école et à l'université, réussite professionnelle en tant que salariés ou entrepreneurs. Les combattants interrogés dans le cadre de notre recherche présentent des parcours professionnels plus diversifiés : nos interlocuteurs sont avocats, juristes, chefs d'entreprise, chercheurs, petits fonctionnaires, agronomes, mais aussi techniciens, mécaniciens, chauffeurs, employés précaires. Un de nos interviewés, combattant du bataillon non-affilié Pravy Sektor, détaillera les métiers de ses compagnons d'armes directs : informaticien, étudiant, homme d'affaires, policier, gardien, metteur en scène de théâtre⁸⁵. L'enquête « Problèmes des vétérans » détaille le niveau d'éducation des combattants : plus de 41 % sont au moins au niveau master, 8 % au niveau licence, près d'un tiers ont une formation technique, 12 % ne sont pas allés au-delà des études secondaires. Enfin, seulement 6,6 % des combattants ont une éducation militaire.

L'enquête pose également la question du lieu de travail des anciens combattants après leur démobilisation, tous statuts confondus. Elle confirme la vision d'une grande mixité sociale des forces armées ukrainiennes : les spécialités ouvrières et peu qualifiées arrivent en première place avec environ 40 % des anciens combattants. Plus de 11 % des anciens combattants sont dirigeants ou chefs d'entreprise. Près de 18 % occupent des postes qualifiés : manager, enseignant, personnel médical, économiste, juriste. Près de 18 % sont employés dans des fonctions de maintien de l'ordre, telles que policier ou gardien.

Deux exemples de parcours professionnels de combattants volontaires interrogés dans le cadre de cette étude illustrent très bien la diversité des origines sociales :

K1, originaire de Kiev, est un chercheur en biologie moléculaire d'une trentaine d'années, cumulant un poste académique et un emploi dans un laboratoire d'analyses médicales privé. Engagé sur le Maïdan, il a rejoint un réseau qui patrouillait en décembre et janvier autour de la place publique, tissant des liens solides avec d'autres protestataires. Il alterne travail au laboratoire et présence sur la place Maïdan, y compris pendant les journées d'affrontement, pendant lesquelles il quitte la place quand il lui faut

85. Entretien avec M1, homme, 40 ans, bataillon Pravy Sektor, septembre 2016.

prendre son service et revient dès que possible. Blessé pendant les journées meurtrières de février, il se décide à partir à l'est après sa convalescence et cherche quelqu'un pour le remplacer à son poste pendant son absence. Alors qu'il s'engage dans le bataillon Aidar en mai 2014, dans la brigade formée par ses anciens compagnons du Maïdan, le laboratoire où il travaille lui conserve son poste et son salaire. Après six mois sur la ligne de front, il rentre chez lui et reprend immédiatement son poste. Toutefois, son parcours professionnel semble modifié par l'engagement armé : à son retour, il suit une formation militaire complémentaire et est désormais officier de réserve⁸⁶.

M1, la quarantaine, originaire de la région de Louhansk, est agronome de formation. Sa vie professionnelle s'est toujours déroulée en milieu rural : d'abord pendant quinze ans dans une ferme collective d'État où il exerce comme aide-agronome, puis comme chef d'équipe ; il déplore l'ivrognerie et les vols permanents de ses subalternes. Il travaille ensuite pendant neuf ans dans une ferme privée où l'ambiance est meilleure mais le salaire bas. Pendant les deux années précédant Maïdan, il travaille comme chauffagiste dans une école maternelle à la campagne, un emploi où il se sent plus tranquille. Au début du mois d'avril 2014, lorsque les troubles se font sentir dans la région de Louhansk, M1 s'engage dans un groupe d'autodéfense local et observe le basculement de sa région dans le séparatisme. En été 2014, il décide de prendre les armés et rejoint, après des tâtonnements entre différents bataillons, le bataillon non-affilié Pravy Sektor dans lequel il connaît quelqu'un et combattra comme chef d'équipe d'artillerie. Il combattra jusqu'en février 2015 et s'installera ensuite à Kiev où il sera successivement menuisier et ingénieur dans un musée, avant d'ouvrir son propre atelier de menuiserie⁸⁷.

3.2. PARCOURS D'ENGAGEMENT

Les deux exemples précédemment cités montrent aussi la diversité des parcours d'engagement. On peut toutefois distinguer des parcours-types, plus ou moins propices à une pérennisation de l'expérience combattante.

86. Entretien avec K1, homme, 30 ans environ, bataillon Aidar, septembre 2016.

87. Entretien avec M1, homme, 40 ans, bataillon Pravy Sektor, septembre 2016.

Parcours-types des combattants ukrainiens

Les parcours des combattants sont en premier lieu définis par le statut sous lequel ils rejoignent les forces armées (volontaire, mobilisé ou recruté sous contrat), mais à l'intérieur de ces grandes catégories, on voit une grande diversité de trajectoires et de durées d'engagement.

(1) Engagement volontaire post-Maïdan

(1a) Combattants volontaires occasionnels : un engagement de courte durée

Cet engagement de quelques semaines à quelques mois a souvent été celui d'Ukrainiens portés par un élan de défense de leur pays, mais dont l'âge, la santé physique ou la situation personnelle n'ont pas permis d'aller au-delà de quelques semaines sur la ligne de front. Le plus souvent, ces combattants ne figurent dans aucun registre de vétérans et sont difficiles à comptabiliser.

(1b) Combattants volontaires contre une agression imminente : un engagement de moyenne durée sans pérennisation

Cet engagement de quelques mois à un an est typique de beaucoup de combattants des bataillons volontaires officiels ou non affiliés. Ces combattants souvent non professionnels restent sur la ligne de front tant que la guerre est dans sa phase active, mais ne souhaitent pas continuer leur carrière dans l'armée ni rester sur le front lorsque le conflit rentre dans une phase de guerre de position. Près de la moitié des anciens combattants volontaires interrogés par l'enquête « Problèmes des vétérans » ne souhaitent pas poursuivre leur carrière dans l'armée⁸⁸.

(1c) Combattants volontaires en voie de professionnalisation

Entrés dans les bataillons volontaires selon la même logique que la catégorie précédente, ces combattants ont accepté de signer un contrat avec les ministères de l'Intérieur ou de la Défense au moment de l'intégration de leur bataillon aux forces armées régulières. Il n'est pas facile d'estimer le taux de professionnalisation des combattants volontaires, étant donné l'incertitude sur leur nombre réel. Selon l'enquête « Problèmes des

88. Il faut cependant noter que cette enquête porte sur les combattants rentrés chez eux, et uniquement ceux qui sont connus des associations de vétérans et ont donc probablement un statut officiel d'ancien combattant, ce qui exclut les personnes, nombreuses parmi nos interviewés, n'ayant ni preuve de leur affiliation, ni statut de vétéran.

vétérans », un peu moins de la moitié des anciens combattants volontaires interrogés souhaitent poursuivre leur carrière dans les forces armées étatiques.

(2) Mobilisation

(2a) Mobilisés sans professionnalisation

La mobilisation ne conduit que rarement les citoyens appelés sous les drapeaux à poursuivre leur carrière dans les forces armées. 96 % des citoyens ukrainiens mobilisés en 2015 sont retournés à la vie civile à l'issue de leur période de mobilisation d'un an⁸⁹. Selon les données de l'enquête « Problèmes des vétérans », les combattants mobilisés sont les moins enclins à poursuivre leur carrière dans l'armée : ils sont 19 % à y penser, contre 84 % des combattants sous contrat et 45,5 % des combattants volontaires.

(2b) Mobilisation professionnalisante

Sur les 16 000 personnes ayant signé un contrat avec les forces armées en 2015, 24 % soit 3 800 personnes avaient rejoint l'armée à l'issue de leur période de mobilisation⁹⁰. Le ministère encourage cette professionnalisation en proposant depuis octobre 2015 des contrats de six mois à l'issue de la période de mobilisation, au lieu des contrats de deux à cinq ans possibles auparavant.

(3) Engagement sous contrat dans les forces armées

Alors qu'un grand nombre d'Ukrainiens sans expérience combattante a fait le choix de l'engagement dans les bataillons volontaires, d'autres, le plus souvent riches d'une expérience militaire préalable, ont choisi de s'engager dans l'armée régulière. Cependant, la participation aux combats de ces militaires de carrière est moindre que celle des mobilisés ou des volontaires : 40 % des militaires professionnels officiellement déclarés vétérans du conflit armé n'ont pas une expérience directe du combat, contre 17 % des mobilisés et 21 % des volontaires⁹¹. Une campagne ambitieuse de recrutement dans les forces armées a été lancée en Ukraine, en mettant en avant la dimension patriotique, le professionnalisme, mais aussi la rémunération aujourd'hui assez attractive des militaires sous contrat. En 2014, le ministère de la Défense a engagé sous contrat 12 000

89. Ministère de la Défense, *Livre blanc 2015*.

90. *Idem*.

91. Faculté de sociologie de l'Université d'État de Kiev, *op.cit.*

soldats et 500 officiers⁹². 11 500 civils ont signé un contrat avec les forces armées en 2015 ; le président Porochenko met en avant 57 000 nouveaux engagements en 2016⁹³.

Les parcours-types détaillés ci-dessus sont souvent mélangés dans la pratique. Un cas assez typique est celui de Volodymyr Kyian, officier de la 80^e brigade aéroportée, tué à 33 ans le 3 septembre 2015 dans le Donbass. Militaire professionnel, il passe d'abord par un bataillon volontaire, puis se trouve mobilisé.

Issu d'une lignée de militaires professionnels, Volodymyr Kyian était diplômé d'une université militaire et a servi au sein de la 80^e brigade où il a notamment participé à des actions armées en Irak en 2005. En 2011, déçu du fonctionnement de l'armée, il l'a quittée. Lorsque le conflit dans le Donbass a éclaté, Volodymyr s'est rendu au commissariat militaire près de son domicile, mais l'armée n'a pas réussi à retrouver son dossier. Il s'engage donc dans le bataillon volontaire Shtorm et part avec lui à l'est. Quelques temps plus tard, il est rappelé par le commissariat militaire, mobilisé officiellement et affecté dans son ancienne 80^e brigade. Interviewé au printemps 2015, il n'était pas démobilisé alors que la date de sa démobilisation était depuis longtemps passée, et il prévoyait de rester sur la ligne de front⁹⁴.

Évitement de la mobilisation et désertion

Pour mieux estimer les logiques d'engagement combattant, il est cependant indispensable de prendre en compte les logiques d'évitement mises en place pour échapper à la mobilisation. En amont de la désertion, le ministère de la Défense affirme en août 2015, à l'issue de la sixième (et dernière à l'heure où s'écrivent ces lignes) vague de mobilisation, que seuls 50 à 55 % des mobilisés se sont effectivement présentés au commissariat militaire. Il évalue à près de 27 000 le nombre de personnes ayant tenté d'éviter la mobilisation par différents moyens. Ce chiffre est probablement plus élevé encore au vu des possibilités de se faire déclarer inapte, par

92. Ministère de Défense, *Livre blanc 2014*, p. 39

93. Petro Porochenko, « 57 000 Ukrainiens se sont déjà engagés à servir sous contrat dans l'armée », Lycée militaire de Kiev, 14 octobre 2016, en ukrainien.

94. Vika Yasinskaia, « Le capitaine Vladimir Kyian (Typhon) : j'ai perdu trop d'amis, c'est pourquoi le plus difficile est à venir, c'est aller sur leurs tombes », *Censor.net*, 7 septembre 2015, en russe.

des moyens réguliers ou irréguliers, au cours de la procédure d'incorporation. Près de 60 % des mobilisés, déclare le porte-parole du ministère de la Défense, ont été déclarés inaptes à l'issue de la procédure de mobilisation au cours de la sixième vague⁹⁵.

Selon le procureur général Anatoli Matios, à la fin de l'année 2015, des poursuites judiciaires avaient été engagées à l'encontre de près de 16 000 personnes pour désertion, pour la période correspondant à « l'opération antiterroriste⁹⁶ ». Dans les trois premières vagues de mobilisation courant 2014, selon le Livre blanc du ministère de la Défense, la désertion concernait près de 30 % des mobilisés du fait d'une « impréparation des personnes, d'une formation faible et d'une résistance psychologique insuffisante⁹⁷ ». Ainsi coexistent une frange des combattants très motivés avec des stratégies massives d'évitement de la mobilisation. Ceci témoigne, à notre sens, d'un décalage entre les capacités de réaction de la société ukrainienne et la capacité de l'institution militaire à se réorganiser. La dilution du sens du conflit armé ainsi que l'attitude critique d'une partie des Ukrainiens à l'égard du pouvoir en place, accentuent ces tendances.

3.3. DIVERSITÉ DES EXPÉRIENCES COMBATTANTES

La diversité des profils et des parcours d'engagement, la fluidité des trajectoires et l'évolution très rapide de la situation donnent lieu à des expériences très diverses du conflit armé.

Temporalité et nature des actions armées

Le moment et la durée d'engagement déterminent en partie l'expérience combattante. L'enquête conduite dans le cadre de la présente étude permet de distinguer plusieurs périodes subjectives perçues par les combattants, auxquelles correspondent des expériences combattantes sensiblement différentes.

95. « En Ukraine, près de 15 000 poursuites en justice ont été ouvertes pour évitement de la mobilisation (Ministère de la Défense) », *Chaîne 112*, 18 août 2015, en russe.

96. Oksana Denisova, « Anatoli Matios : une guerre hybride donne naissance à de terribles conséquences hybrides », *Zekalo Nedeli*, 9 octobre 2015, en russe.

97. Ministère de la Défense, *Livre blanc 2014*, p. 10-11, en russe.

(1) La première période, allant du début du mois de mars au mois d'août 2014, est perçue comme une guerre de contre-insurrection de durée limitée. Essentiellement équipés d'armes légères, d'armes de chasse, voire pas armés du tout, les combattants perçoivent leur mission comme relevant du contrôle du territoire. L'objectif est d'empêcher que ne se reproduise le scénario de la Crimée et que ne se propagent les insurrections séparatistes qu'ils perçoivent comme nourries par la Russie. Pour certains, il s'agit d'une expérience de très courte durée, comme le groupe de vétérans de la guerre soviétique en Afghanistan, engagés en nombre au début de l'opération antiterroriste, mais dont beaucoup reviennent rapidement à la vie civile pour des raisons d'âge, de santé et de situation personnelle⁹⁸. Si l'impréparation, l'apprentissage « sur le tas » et la faiblesse de l'équipement sont des constantes de l'expérience combattante de cette période, il s'agit aussi de moments de grande énergie collective, de constitution d'amitiés solides et d'un certain sentiment de liberté. L'autonomie de décision des formations armées sur le front est assez importante. Elle est soutenue par une autonomie de fonctionnement : les combattants dépendent de la société civile pour leur équipement et leur approvisionnement et se sentent mandatés par la société bien plus que par l'état-major ukrainien. Cette expérience est d'autant plus forte que les combattants sont des civils tout juste engagés. Cependant, le vécu de guerre semble modérément traumatique pour les vétérans de cette période, et leur retour à la vie civile se fait assez facilement.

(2) Pendant la deuxième période, allant de l'intensification de l'intervention russe à partir du mois d'août 2014 jusqu'aux accords de Minsk 2 en février 2015, les combattants ont l'impression que le conflit change de nature, avec un accroissement de l'armement des deux côtés de la ligne de front et un changement de perception de l'adversaire. La figure du séparatiste local ou du combattant à la solde de la Russie semble céder le pas devant celle de l'armée russe intervenant directement en usant de l'artillerie lourde. Les batailles meurtrières d'Ilovaisk (août-septembre 2014) et de l'aéroport de Donetsk (septembre 2014-janvier 2015) sont devenues symboliques de cette période perçue comme particulièrement tragique par les combattants impliqués. L'expérience vécue y est celle de combats de forte intensité conduits au moyen de l'artillerie lourde, sans contact direct

98. Anna Colin Lebedev, « Un retour aux armes ? Les vétérans d'Afghanistan dans le conflit armé dans le Donbass », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, À paraître.

avec l'ennemi. La dureté de l'expérience combattante se ressent fortement dans les entretiens, dans lesquels les souvenirs évoqués sont douloureux.

(3) La troisième période, consécutive aux accords de Minsk 2, le 15 février 2015, est marquée à la fois par la mise en œuvre d'un cessez-le-feu, en permanence violé par les deux parties comme en témoignent les rapports de la mission spéciale de l'OSCE, et par l'installation d'une guerre de position, sans offensive, sans objectif visible pour les combattants, sinon des objectifs mineurs. Plusieurs anciens combattants interrogés dans le cadre de cette étude quittent leurs bataillons volontaires à ce moment-là, car ils sont convaincus d'être peu adaptés et peu nécessaires à ce stade du conflit armé. L'expérience du conflit armé des personnes mobilisées pendant cette période, si l'on en croit les récits recueillis, est celle d'une routine combattante destinée à conserver sa position et à surveiller un ennemi relativement proche. Elle s'accompagne souvent de fatalisme, voire de démoralisation. Plusieurs récits décrivent l'expérience combattante en termes de « travail » à accomplir, ce qui contraste à la fois avec l'élan patriotique de la première période et avec l'engagement total de la deuxième.

Niveau de préparation militaire

La diversité de l'expérience combattante se révèle également dans le niveau de préparation militaire préalable au conflit armé.

Si nous ne disposons pas d'études sur les combattants démobilisés en 2016 ou encore engagés dans le Donbass, l'enquête « Problèmes des vétérans » montre que les combattants ayant pris part au conflit armé en 2014 et 2015 étaient, dans leur immense majorité, des civils avant la guerre. Seuls 6,6 % d'entre eux déclarent, en effet, avoir reçu une éducation militaire, c'est-à-dire être passés par un établissement de formation secondaire ou supérieure militaire. Toutefois, beaucoup d'anciens combattants interrogés dans le cadre de cette étude ont une expérience militaire ou paramilitaire dans le passé.

Le service militaire, notamment à l'époque soviétique, est une expérience mise en avant par plusieurs interviewés. Parfois, il s'agit d'une expérience de conflit armé auquel le conscrit a pris part. Tel est le cas des vétérans de la guerre soviétique en Afghanistan. Jeunes conscrits à l'époque, ils sont aujourd'hui âgés d'une cinquantaine d'années. Leur expé-

rience, et notamment leur connaissance des armes, ont pu être reconverties dans conflit armé dans le Donbass.

I1, la cinquantaine, aujourd'hui chauffeur dans une organisation kiévienne, a servi comme tankiste en Afghanistan en 1985-1987. À la fin du mois d'août 2014, il prend un congé et s'engage dans le bataillon Aidar. Son savoir-faire dans le maniement de véhicules de combat est reconverti dans la nouvelle guerre : « Nous aidions comme nous pouvions. Par exemple, c'est moi qui ai amené le premier tank depuis Artemovsk jusqu'au bataillon Aidar ; c'était le premier blindé du bataillon. » Après la bataille d'Ilovaïsk, I1 a également été mobilisé pour rapatrier dans le bataillon les véhicules et les armes laissés sur le champ de bataille. Il avoue les limites de sa préparation : « Je n'avais jamais conduit d'artillerie automotrice, j'ai dû apprendre sur le tas⁹⁹ ».

A4, 44 ans a pris l'initiative de s'engager au cours d'une des vagues de mobilisation. Il a rejoint la 95^e brigade de parachutistes en juin 2014 et fait partie des combattants qui ont défendu l'aéroport de Donetsk. À l'époque soviétique, il avait fait son service militaire entre 1988 et 1990 dans les troupes aéroportées et participé au conflit armé dans le Haut Karabakh. C'est cette compétence militaire qu'il fait valoir auprès de sa brigade en 2014 pour se faire engager. Il cachera par ailleurs une maladie chronique qui aurait dû le rendre inapte à partir sur le front. En décrivant ses compagnons d'armes dans l'aéroport de Donetsk, il parle de « gars simples de la campagne, parmi lesquels j'étais le plus âgé, [...] dont beaucoup n'avaient jamais tenu d'armes entre leurs mains¹⁰⁰ ».

Pour d'autres, une expérience de chasse ou d'organisation paramilitaire sert d'initiation au maniement des armes, qui facilite l'expérience du conflit armé.

M4, 40 ans, ancien combattant du bataillon non affilié Pravy Sektor, est un passionné de reconstitution historique des grandes batailles, spécialisé dans la Première et la Seconde Guerre mondiale. Il a d'ailleurs croisé dans ces reconstitutions Igor Strelkov (Guirkine), autre passionné et commandant célèbre de l'insurrection séparatiste. À l'automne 2014, lorsque son bataillon récupère des canons antichar MT-12, donnés par la 93^e brigade motorisée, il est enthousiaste. « Je n'arrivais pas à m'en détacher... J'avais les yeux qui brillaient ». Il sera nommé commandant de batterie et sui-

99. Entretien avec I1, homme, 49 ans, bataillon Aidar, février 2015.

100. Entretien avec A4, homme, 44 ans, 95^e brigade de parachutistes, juin 2016.

vra quelques semaines plus tard une formation express donnée par deux enseignants militaires à la retraite pour leur apprendre « en trois jours ce que les élèves officiers apprennent en un an¹⁰¹ ».

Enfin, certains bénévoles organisent eux-mêmes leur préparation militaire, tel ce groupe d'une dizaine de compagnons du Maïdan qui, dès l'hiver 2014, décident de suivre un entraînement militaire semi-clandestin à l'aide d'un instructeur bénévole venu de Lituanie, une formation « classique d'infanterie » selon l'un d'entre eux, avec pour armes d'entraînement deux fusils de chasse¹⁰².

Statut et conditions matérielles

La diversité des expériences est aussi celle des statuts et des conditions matérielles de service. Le contraste est en effet saisissant entre les récits des combattants de 2014 et ceux des mobilisés des dernières vagues de 2015.

Les premiers décrivent des unités armées équipées de bric et de broc, aménageant leur base à partir de bâtiments industriels désaffectés ou de maisons particulières abandonnées par leurs propriétaires. Le bricolage et le tâtonnement se retrouvent dans le choix de leur matériel militaire : les combattants se renseignent par eux-mêmes sur la meilleure matière pour les casques, sur la manière de tester un gilet pare-balles, sur le prix d'un appareil de vision nocturne. Il est très peu question d'argent dans les récits de ces combattants, souvent pas ou peu rémunérés, mais vivant aussi dans un monde à part où l'approvisionnement en nature remplace les relations monétaires.

L'expérience des mobilisés des dernières vagues et des militaires sous contrat est très différente. S'ils ne vivent pas dans des conditions matérielles particulièrement confortables, ils remplacent le plus souvent d'autres soldats démobilisés dans des lieux aménagés et des routines quotidiennes. Certains récits font part de dysfonctionnements dans le paiement de la solde ; néanmoins une solde est prévue et officiellement payée. L'un des mobilisés de la 4^e vague, rentré chez lui au printemps 2016, déclare avoir touché sans faute et chaque mois l'argent qui lui était dû et

101. Entretien avec M1, homme, 40 ans, bataillon Pravy Sektor, septembre 2016.

102. Entretien avec D2 (homme, 27 ans) ; entretien avec D3 (homme, 34 ans) et K1 (homme, environ 30 ans), bataillon Aidar, septembre 2016.

qui correspondait aux promesses de l'institution militaire : près de 7 200 UAH mensuels de solde de base, auxquels venaient s'ajouter 4 200 UAH de prime pour service sur la première ligne de front, ce qui correspond à des sommes considérables en Ukraine.

Enfin, le statut détermine pour une grande partie la fluidité de l'engagement. Les membres des bataillons volontaires combattant sans enregistrement officiel quittent le front et leur unité militaire librement. Ils sont tenus de répondre aux ordres de leur commandement uniquement par un engagement moral. A l'inverse, les militaires liés par un contrat et les combattants mobilisés sont hiérarchiquement soumis à leur commandement et engagés pour une durée fixe.

3.4. DES EXPÉRIENCES SPÉCIFIQUES DU CONFLIT ARMÉ

Il convient également de souligner la spécificité de l'expérience du conflit armé de certains groupes, numériquement peu représentatifs, mais donnant une image plus complexe du participant au conflit armé. Ainsi, le vécu féminin de la guerre se distingue de celui des combattants hommes. Certains bataillons apparaissent particuliers, notamment dans leur positionnement idéologique. Enfin, les bénévoles auprès des forces armées qui ne peuvent être qualifiés ni de civils, ni de combattants, ont également une expérience spécifique du conflit.

L'engagement des femmes : des expériences singulières ?

L'expérience des femmes combattantes ukrainiennes, souligne le rapport « Bataillon invisible », présente des différences notables avec celle des hommes. La première différence est dans les conditions d'engagement. En effet, sur les 42 femmes interrogées dans le cadre du rapport, 40 se sont engagées dans des bataillons volontaires et 2 seulement ont été mobilisées. Moins de la moitié ont réussi à légaliser leur statut une fois sur le front ; pour un certain nombre de celles-là, leurs postes sur le papier (comptable ou gestionnaire des bains¹⁰³) n'ont rien à voir avec les postes de combat qu'elles ont effectivement occupés.

103. Le gestionnaire des bains est responsable de l'hygiène et de l'entretien du linge au sein de l'unité militaire.

L'expérience d'un tiers des femmes sur la ligne de front est liée à des fonctions proprement militaires : démineur, sniper... Près de la moitié occupent des fonctions médicales et un quart ont des fonctions de soutien et de logistique. Les conditions matérielles sur le front désavantagent les femmes : les uniformes adaptés à leur morphologie et les produits d'hygiène spécifiques ne sont pas disponibles et obligent les femmes combattantes à se les procurer elles-mêmes.

Si les femmes combattantes mentionnent volontiers la vision stéréotypée que certains compagnons hommes avaient d'elles, la question du harcèlement sexuel ou des violences sexuelles n'a pu être abordée qu'indirectement, à travers des rumeurs ou des épisodes isolés qui étaient présentés comme exceptionnels.

Les bataillons nationalistes, entre diversité réelle et phantasme

Dès le début du conflit armé, les bataillons, mais aussi les unités armées professionnelles, ont acquis certaines réputations et donné lieu à des légendes et rumeurs qui se sont propagées aussi bien côté russe que côté ukrainien. Les combattants interrogés dans le cadre de cette étude et ceux qui ont publié leurs souvenirs de guerre ont pour la plupart choisi leur unité armée en fonction de sa réputation. Certains préféreront un bataillon régulier, jugé plus fiable qu'un bataillon volontaire. D'autres choisiront entre différents bataillons, en fonction d'informations glanées ici et là. Un combattant de Pravy Sektor avoue avoir pensé au bataillon Aidar et avoir rejeté cette idée, car « on y pratiquait des pillages¹⁰⁴ ».

Nous avons eu l'occasion d'évoquer l'image de certains bataillons volontaires construite par les médias russes mais aussi ukrainiens. Les différences de réputation des bataillons reflètent-elles des différences d'expérience combattante ? Au-delà de la question des crimes de guerre, abordée précédemment, quelle implication une coloration idéologique a-t-elle sur le fonctionnement d'un bataillon ?

Pour l'heure, les pratiques à l'intérieur des bataillons n'ont pas pu faire l'objet d'études suffisamment approfondies. Le régiment (anciennement bataillon) Azov qui concentre à l'heure actuelle les inquiétudes quant à l'extrémisme nationaliste de certains de ses combattants, a seulement fait

104. Entretien avec M1, homme, 40 ans, bataillon Pravy Sektor, septembre 2016.

l'objet d'investigations académiques ou journalistiques sur l'idéologie, le discours et le profil de ses dirigeants¹⁰⁵. Même si cette dimension idéologique est essentielle, il est nécessaire de comprendre comment elle est mise en œuvre dans le fonctionnement quotidien du groupe combattant. Nous n'avons pas réussi, dans le cadre de cette enquête, à rencontrer de combattants du bataillon ou du régiment Azov. L'enquête de Belhomme de Franqueville, basée sur 13 témoignages de combattants ordinaires d'Azov, recueillis dans le cadre d'entretiens individuels ou collectifs, et sur une observation limitée de leur base d'entraînement, permet de mettre en lumière la manière dont ces combattants expriment leur cohésion de groupe : l'importance du groupe combattant assimilé à une famille, doublé dans une certaine mesure d'un mépris pour les autres, une gestuelle spécifique de salutation¹⁰⁶, le culte du combat¹⁰⁷. Ces marqueurs qui se retrouvent dans beaucoup d'autres corps armés ukrainiens ne permettent pas de conclure à une spécificité des pratiques à l'intérieur d'Azov.

Plus d'éléments sont disponibles sur Pravy Sektor, autre cible favorite des critiques des observateurs attentifs aux expressions armées du nationalisme en Ukraine. Bête noire des médias russes dès les manifestations du Maïdan, le bataillon a été décrit comme une brigade nationaliste, punitive et extrémiste, cherchant à « nettoyer » le territoire des régions séparatistes de ses habitants pro-russes. Cependant, écrit Agnieszka Goralska dans un rapport publié par l'ONG Open Dialog Foundation en mai 2015, cette réputation est largement fautive. Les bataillons Pravy sektor « se sont distingués dans la zone de l'opération antiterroriste comme très courageux, honnêtes et disciplinés. Les soldats [des corps armés professionnels] qui ont combattu à leurs côtés en parlent avec le plus grand respect. Pravy Sektor n'a rien fait d'autre que gagner une bonne réputation¹⁰⁸ ». L'auteur du rapport observe que la prière est une pratique importante au sein du bataillon, mais ne constate pas d'expressions d'un nationalisme virulent. L'un de nos interviewés au sein de Pravy Sektor, russophone et originaire du Donbass, ajoute une touche savoureuse à la description du quotidien

105. Voir le film documentaire de Paul Moreira, *Ukraine : les masques de la révolution*, 2016 ; Anton Shekhovtsov, « Whither the Ukrainian Far Right ? », billet de blog, 30 janvier 2015 ; Andreas Umland, « Le bataillon et régiment volontaire ukrainien Azov », *Krytyka*, 11-12, mai 2016, p. 29 (en ukrainien).

106. Une salutation qui se fait en empoignant l'avant-bras de son interlocuteur.

107. Bertrand Belhomme de Franqueville, *op.cit.*

108. Agnieszka Goralska, *Volunteer Battalions. Origin, Operation, Controversies*, Open Dialog Foundation, 2015, p. 8.

de son bataillon : « On criait cinquante fois par jour «Gloire à l'Ukraine»... Ça avait fini par me donner la nausée. » Lui-même ne semble pas avoir adopté une position plus nationaliste que les anciens combattants des autres bataillons interrogés dans le cadre de cette étude. L'injonction patriotique, présente dans les pratiques du bataillon, l'est aussi dans une certaine mesure dans d'autres et n'est pas forcément intériorisée par l'ensemble de ses membres.

Les bénévoles, ni civils ni combattants

Les bénévoles prenant en charge l'approvisionnement et le fonctionnement des forces armées dans le Donbass, dont le nombre est estimé à plusieurs milliers, sortent du cadre de cette étude. Cependant, il est important de mentionner qu'ils ont souvent occupé des fonctions qui, dans d'autres forces armées, sont celles de militaires de carrière. Les bénévoles tués dans le Donbass se sont d'ailleurs vus accorder le titre de participants aux actions armées à titre posthume. L'État ukrainien reconnaît ainsi qu'ils ont participé à ce conflit armé.

Par ailleurs, la frontière entre bénévoles et combattants a été mince au début du conflit armé, faisant de certains bénévoles des combattants occasionnels. Tel est le cas de plusieurs vétérans d'Afghanistan interrogés dans le cadre de cette étude, engagés pendant quelques semaines ou quelques mois dans un bataillon avant de retourner à la vie civile, puis de prendre en charge l'approvisionnement des unités armées sur le front¹⁰⁹. Souvent vêtus de treillis, les bénévoles cultivent d'ailleurs un sentiment d'appartenance aux corps armés qu'ils aident.

Le soutien aux unités combattantes sur le front peut prendre différentes formes : approvisionnement en eau et en nourriture, achat d'équipement et d'uniformes, évacuation des blessés, organisation de la recherche et de l'identification des corps, organisation d'échanges de prisonniers. Aussi divers en âge et en profil social que les combattants, les bénévoles comptent toutefois plus de femmes dans leurs rangs, les fonctions de soin et de soutien continuant à être acceptables et plus faciles à endosser pour les femmes dans la société ukrainienne¹¹⁰.

109. Anna Colin Lebedev, *op.cit.*, à paraître.

110. Tamara Martsenyuk, *op.cit.*

Au fur et à mesure de l'institutionnalisation des bataillons sur le front, les bénévoles ont également structuré leurs relations avec l'institution militaire. Certains groupes se sont intégrés au ministère de la Défense afin d'apporter leur expertise aux réformes et d'améliorer les conditions de service dans les forces armées ukrainiennes.

L'association Les ailes du phénix, fondée au printemps 2014 par l'entrepreneur Iouri Biriukov, compte aujourd'hui plus d'une centaine de membres. Très connue en Ukraine, elle se donne pour mission d'améliorer l'environnement matériel et l'équipement de l'armée. En août 2014, son fondateur a été nommé conseiller du président, et assistant du ministre de la Défense en charge de l'approvisionnement matériel en octobre de la même année. Le bénévole devenu fonctionnaire effectue, en 2016, des missions de supervision et de contrôle de la fabrication des nouveaux uniformes. Il contrôle également la conformité et la qualité des repas servis dans les unités militaires.

Il est enfin important de noter que les bénévoles sont généralement solidaires des revendications des vétérans sur la scène publique, et que l'estime et la confiance mutuelle entre les deux groupes sont grandes.

4. LES ANCIENS COMBATTANTS DANS LA SOCIÉTÉ UKRAINIENNE

Selon les statistiques officielles à la date du 11 mai 2017, plus de 290 000 Ukrainiens ont le statut de participants aux actions armées au cours de l'opération antiterroriste dans le Donbass¹¹¹. Ce statut, conféré aux combattants après leur démobilisation, donne une estimation provisoire et approximative du nombre de vétérans du conflit armé dans l'Ukraine actuelle. Cependant, il dépasse d'ores et déjà largement le nombre d'anciens combattants vivants des derniers conflits armés dans lesquels l'Ukraine a été impliquée : 150 000 vétérans de la guerre soviétique en Afghanistan, quelques dizaines de milliers de combattants de la Seconde Guerre mondiale.

Jouissant d'un grand prestige, mais aussi victimes d'un début de stigmatisation, les vétérans du conflit armé sont visibles et médiatisés en Ukraine. La figure du combattant de l'opération antiterroriste est aujourd'hui le principal référentiel héroïque de la société ukrainienne, décliné dans les médias, les arts et le discours politique. Les anciens combattants suscitent une certaine fascination dans la société et sont fréquemment invités à s'exprimer publiquement. Ils sont montrés en exemple aux jeunes générations et invités à aller parler dans les écoles. En parallèle, on observe une stigmatisation naissante à l'encontre des anciens combattants. D'après les associations, cette stigmatisation est paradoxalement l'un des effets d'une meilleure connaissance des difficultés d'adaptation des combattants à la vie civile : on s'attend de leur part à des comportements déviants, des pratiques violentes, des troubles psychologiques. Ce mouvement de balancier permanent entre héroïsation et stigmatisation ne facilite pas la réintégration sociale des vétérans.

Les anciens combattants posent un défi à l'État et à la société ukrainiens en raison de leurs besoins spécifiques, de la place que les vétérans entendent occuper dans la société, mais aussi en raison du regard critique qu'ils portent sur le fonctionnement de l'État.

111. « Information sur l'obtention du statut de participant aux actions armées », Service d'État aux affaires des vétérans, 11 mai 2017, en ukrainien.

4.1. LES CONDITIONS JURIDIQUES DU RETOUR À LA VIE CIVILE

L'État ukrainien est un acteur important de la réinsertion des anciens combattants dans la vie civile, à la fois par le cadre juridique qu'il met en place et par la mise en œuvre pratique des dispositions fixées dans les textes. Il s'est saisi très tôt de la question des vétérans, mais éprouve des difficultés à appréhender l'ampleur du problème et à moderniser son appareil législatif, tout comme ses pratiques administratives.

Statut juridique des anciens combattants

Le nombre de vétérans officiellement enregistrés en Ukraine est à la fois surévalué et sous-évalué. Selon certaines estimations, environ la moitié des vétérans enregistrés aurait vraiment participé au conflit armé, les autres bénéficiant du statut alors qu'ils seraient restés en marge de la ligne de front. Il n'est pas possible aujourd'hui de chiffrer cet écart. On sait également que beaucoup de combattants de la première vague sont restés non enregistrés et ne recevront pas le statut d'anciens combattants. Selon une estimation approximative du chef du Service d'État aux affaires des vétérans, seulement la moitié des volontaires du bataillon Aidar ayant combattu auraient reçu le statut de vétéran¹¹². Il est certain, en revanche, que des bataillons mieux structurés, officiellement enregistrés et plus centralisés ont permis un recensement plus systématique de leurs membres.

D'un point de vue juridique, la société ukrainienne disposait avant le conflit armé d'un arsenal législatif permettant de prendre en charge les anciens combattants. Le mérite en revient, pour une grande partie, aux vétérans de la guerre soviétique en Afghanistan qui ont réussi, au cours des années 1990 et 2000, à inciter l'État ukrainien à se pencher sur les problèmes des vétérans. Au moment où l'Ukraine accédait à l'indépendance en 1991, la visibilité du conflit armé en Afghanistan et des problèmes rencontrés par les jeunes anciens combattants était maximale. Elle s'est nourrie d'une parole libérée et de la volonté des sociétés de prendre leurs distances par rapport à l'expérience soviétique. En 1992, l'Ukraine adoptait une loi qui accordait à ces anciens combattants un statut de vétéran, à égalité avec les vétérans de la Seconde Guerre mondiale¹¹³. Ce texte, s'il

112. Entretien avec Artur Derevyanko, chef du Service d'État aux affaires des vétérans, Kiev, septembre 2016.

113. Loi n° 3551-XII sur le statut des vétérans de la guerre et les garanties de leur protection

accordait effectivement une reconnaissance officielle à ce groupe social, ne permettait pas néanmoins de résoudre l'ensemble des problèmes existants. Ce sont les associations de vétérans, pour l'essentiel fédérées par l'Union ukrainienne des vétérans d'Afghanistan (USVA), qui ont joué un rôle central dans la prise de conscience étatique de leurs problèmes et besoins. Le réseau ramifié, hiérarchisé et solidaire d'associations a tissé des liens avec les administrations locales. Il a aussi exercé un lobbying au niveau central, les leaders du mouvement occupant des places au sein du pouvoir politique et monnayant une attention aux besoins des vétérans contre leur soutien politique. Les questions de prise en charge médicale, de soutien aux familles des combattants décédés, d'avantages sociaux, de réhabilitation sociale et d'intégration professionnelle, de commémoration et de soutien aux structures associatives ont pu être traitées dans l'Ukraine indépendante avec plus ou moins d'efficacité, parfois par l'État, parfois par le réseau associatif des vétérans¹¹⁴. Une dimension a cependant été absente de ces programmes de prise en charge : la réhabilitation psychologique, ce qui se fera vivement sentir au retour des vétérans du Donbass. En somme, si le cadre juridique de prise en charge des anciens combattants présentait des lacunes et était certainement en retard sur les besoins des nouveaux vétérans, il avait l'avantage d'exister et d'être immédiatement mobilisable pour les combattants de l'opération antiterroriste.

En juillet 2014, les participants à l'opération antiterroriste ont reçu le statut de vétérans du conflit armé¹¹⁵. Les combattants des bataillons volontaires ayant été intégrés aux forces armées régulières bénéficient également de ce statut. La Loi sur le statut des vétérans de la guerre et les garanties de leur protection sociale prévoit l'octroi d'une série d'avantages aux vétérans : la gratuité des médicaments et des soins, un tarif préférentiel sur les loyers et les charges de leur logement (25 % du tarif général), un tarif préférentiel sur la téléphonie fixe, un accès hors concours à l'enseignement supérieur, la gratuité des transports en commun, le droit à une parcelle de terre à usage personnel, l'accès à des programmes de réinsertion professionnelle. Des droits spécifiques sont accordés aux invalides de guerre. À partir du mois de mars 2015, le droit à une réhabilitation psychologique de quatorze jours s'ajoute à ces avantages¹¹⁶. Ces dispositions légis-

sociale, 22 octobre 1993.

114. Anna Colin Lebedev, *op.cit.* à paraître.

115. Loi 1547-VII du 1^{er} juillet 2014.

116. Décret du cabinet des ministres n° 221, 21 mars 2015.

latives répondent à des demandes fréquentes des anciens combattants, dont 27 % déclarent avoir des problèmes financiers, 23 % des problèmes de logement et 16 % des problèmes de santé, selon l'enquête « Problèmes des vétérans ». Un pourcentage de 73 % des vétérans interrogés demande l'application des tarifs préférentiels pour les loyers et charges, 82 % utilisent la gratuité des transports et 53 % se sont inscrits dans le programme permettant aux vétérans de recevoir une parcelle de terre.

Limites d'application du cadre juridique

Le cadre juridique plutôt favorable est en réalité limité par la possibilité pour les combattants de faire valoir ces droits.

(1) Les démarches pour obtenir le statut d'ancien combattant relèvent souvent du parcours d'obstacles. Si les combattants des bataillons non affiliés sont explicitement exclus du cadre de la loi, pour les autres, ce processus est d'une durée et d'une pénibilité variables.

Combattant du bataillon Aidar, grièvement blessé en juillet 2014, D2 raconte avoir passé six mois à plein temps à rassembler les pièces nécessaires à l'octroi du statut d'ancien combattant. « J'y allais comme au travail. Je sortais le matin quand ma mère sortait pour aller travailler et je rentrais quand elle rentrait. Les hôpitaux, les ministères, différentes instances, des attestations, des tas d'attestations. Une attestation ne convient pas ; il faut la refaire. Le bataillon Aidar m'a donné une attestation certifiant que j'ai directement participé aux combats, en disant : « Garde-la dans un coffre-fort et ne la donne à personne ». Je reviens ici : quatre instances me demandaient l'original. Je suis retourné dans le bataillon, j'ai pris deux autres certificats, mais il en fallait trois supplémentaires, plus un pour moi ». Bien que son invalidité lui donne droit à d'autres avantages, comme une voiture personnelle gratuite, il n'a plus l'énergie de continuer les démarches et s'arrête à l'octroi du paquet standard d'avantages accordés aux vétérans¹¹⁷.

Mobilisé en février 2015 dans le cadre de la 4^e vague de mobilisation, Z1 a obtenu son statut d'ancien combattant dès la démobilisation à la fin du mois de février 2016. Il pointe cependant des différences considérables dues à la personnalité des commandants. « Certains commandants vont mal préparer les papiers et les combattants vont après faire le tour de leur

117. Entretien avec D2, homme, 27 ans, bataillon Aidar, septembre 2016.

ville pour essayer de finaliser les démarches. Chez nous, il y avait beaucoup de problèmes de paperasse, les papiers nous ont été retournés plus d'une fois, mais on a fini par les avoir ». Il passe encore deux semaines à son retour dans les démarches administratives permettant de faire valoir les avantages auxquels il a droit¹¹⁸.

Selon les combattants interrogés, la dimension la plus difficile de ces démarches est l'indifférence quotidienne des petits fonctionnaires locaux à leur égard. Derrière le mépris manifesté par un fonctionnaire, c'est le mépris de l'État tout entier que perçoivent les anciens combattants.

Des démarches sont entreprises au niveau régional pour permettre aux vétérans des corps armés non affiliés de bénéficier d'un statut d'ancien combattant. Ainsi, en septembre 2016, l'assemblée législative de la région de Lviv a voté l'octroi du statut aux anciens combattants non affiliés, ordonnant la création d'une commission *ad hoc* en charge de la régularisation de ces cas de combattants¹¹⁹.

(2) Un certain nombre d'avantages octroyés aux anciens combattants ne peuvent être mis en pratique.

Un pourcentage de 19,5 % des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête « Problèmes des vétérans » se plaignent ainsi du non-respect de leurs droits aux avantages sociaux. Le chef du Service d'État aux affaires des vétérans souligne que la loi a vieilli et se montre inadaptée aux problèmes posés par les jeunes vétérans du conflit armé dans le Donbass. Un certain nombre d'avantages inspirés des normes soviétiques, tel l'octroi préférentiel d'un appartement, ne peuvent pas réellement être mis en œuvre dans les conditions de l'économie ukrainienne. De même, les programmes de réinsertion professionnelle ont vieilli et leur méthodologie, que notre interlocuteur qualifie de « soviétique », est inadaptée à des vétérans souvent hautement qualifiés¹²⁰. De fait, seuls 37 % des vétérans interrogés dans le cadre de l'enquête « Problèmes des vétérans » ont connaissance de ces programmes et 8 % seulement en bénéficient. Aucun programme ne fonctionne vraiment, constate avec pessimisme Anton Kolumbet, coor-

118. Entretien avec Z1, homme, 28 ans, mobilisé dans la 14^e brigade mécanisée de l'armée de Terre.

119. « Le conseil régional de Lviv a accordé aux combattants des bataillons volontaires le statut de participants au conflit armé », Unian, 13 septembre 2016, en ukrainien.

120. Entretien avec Artur Derevyanko, chef du Service d'État aux affaires des vétérans, Kiev, septembre 2016.

dinateur de l'Union des vétérans de l'opération antiterroriste de la ville de Kiev : les normes sont soit inadaptées soit inopérantes en pratique¹²¹. Le cadre normatif et les institutions qui l'appliquent ont du mal à faire face au nombre de vétérans et à s'adapter à leur profil, très différent de celui des vétérans de la Seconde Guerre mondiale et des vétérans de la guerre d'Afghanistan.

4.2. LES DISPOSITIFS DE PRISE EN CHARGE DES VÉTÉRANS

Aujourd'hui, les vétérans du conflit armé dans le Donbass se trouvent entourés d'une multitude d'acteurs et de dispositifs permettant leur prise en charge dans différents domaines. Entre les lourdeurs des systèmes publics et le foisonnement d'initiatives privées, le champ d'aide sociale aux vétérans est encore dans une phase de tâtonnement et de recomposition.

La prise en charge étatique : les lourdeurs de l'adaptation

L'État ukrainien a très rapidement cherché à s'adapter aux nouvelles problématiques posées par les anciens combattants. En août 2014, le Service d'État aux affaires des vétérans de guerre et des participants à l'opération antiterroriste est créé auprès du ministre aux Affaires sociales, succédant au Service d'État aux affaires des invalides de guerre et des vétérans. À sa tête est nommé Artur Derevyanko, colonel de l'armée ukrainienne à la retraite, ancien combattant d'Afghanistan et membre dirigeant du mouvement associatif des vétérans d'Afghanistan. Le service assure les fonctions d'opérateur de l'État ukrainien pour l'affectation des budgets destinés aux anciens combattants et cherche aussi à jouer un rôle de proposition législative pour les problèmes qu'il identifie, ainsi que d'intermédiaire entre les anciens combattants et la puissance publique.

D'après Derevyanko, en un an et demi d'activité, son service a remporté des succès dans un certain nombre de domaines. Ainsi, il a réussi à faire admettre le principe de régularisation a posteriori de tous les volontaires morts et blessés au combat, y compris ceux des bataillons non affiliés. Il a obtenu l'octroi d'avantages sociaux pour les familles des combattants tués, mais aussi pour les familles des bénévoles impliqués dans le soutien

121. « Les vétérans de l'opération antiterroriste sont des personnes avec un sens aigu de la justice : Anton Kolumbet », Hromadske Radio, 31 décembre 2015, en ukrainien.

à l'armée et morts dans le Donbass. Un certain nombre de propositions ont été faites au législateur quant à la modernisation des normes existantes. Cependant, regrette le responsable, les élus se préoccupent peu des anciens combattants en dehors des périodes électorales et il est difficile de faire bouger les lignes.

La question de la réhabilitation psychologique des anciens combattants fait figure de cas d'école. Les programmes de prise en charge psychologique des situations traumatiques étaient inexistantes dans l'armée soviétique et quasiment inconnus dans l'Ukraine indépendante, à l'exception notable de la prise en charge psychologique des victimes de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, notamment dans le cadre du programme UNESCO-Tchernobyl. Les psychologues spécialisés intervenant dans ces programmes étaient, selon Derevyanko, les seuls formés aux situations post-traumatiques dans toute l'Ukraine. L'introduction législative d'une réhabilitation psychologique obligatoire en 2015 s'est faite dans un contexte de manque de psychiatres et de psychologues formés pour traiter les problèmes post-traumatiques et ne s'est pas accompagnée de la validation d'un protocole de soins. En conséquence, les vétérans se voyaient proposer pour tout soin un séjour de deux semaines dans un sanatorium où un psychologue pouvait occasionnellement les recevoir. L'une des solutions envisagées pour pallier ce problème aurait pu être de faire appel à des acteurs privés, à des psychiatres étrangers ou à des associations locales, nombreuses à proposer leur coopération à l'État. Cependant, le Service d'État ne pouvait financer l'intervention d'acteurs privés, faute de protocole de soins qui ferait office de cahier des charges et qui permettrait une passation de marchés publics. En effet, souligne Derevyanko, son service risquait de se faire accuser de malversations en faisant appel à des acteurs privés hors passation de marché¹²².

La coopération avec l'étranger se met cependant en place dans d'autres domaines. Ainsi, le fonds d'affectation spéciale OTAN-Ukraine dans le domaine de la réhabilitation médicale, signé en 2015, permet d'organiser et de financer les soins médicaux sur place et à l'étranger et d'améliorer et d'équiper le système de soins en Ukraine. D'après le coordinateur du fonds d'affectation spéciale, en une année de fonctionnement, 150 anciens combattants ont été soignés, 200 formations médicales et 200 formations de formateurs ont été délivrées, pour un public d'environ 5 000 personnes¹²³.

122. Entretien avec Artur Derevyanko, Kiev, septembre 2016.

123. Conférence de presse de Frédéric Peugeot au sein du Service d'État aux affaires des

L'État est loin d'être absent dans la prise en charge des vétérans du conflit armé dans le Donbass. Cependant il est dépassé par l'ampleur du défi et entravé par un système politique et administratif qui peine à se renouveler. Les lourdeurs des services publics au niveau central se répercutent et s'amplifient au niveau local. La perception de l'ensemble des anciens combattants et des acteurs associatifs interrogés dans le cadre de cette étude est celle d'un État lourd, incapable de se réformer, indifférent aux problèmes des combattants et des anciens combattants. Largement débattus dans les médias, les problèmes des vétérans trouvent un écho important dans la société ukrainienne. Les vétérans s'auto-organisent dans des réseaux d'entraide nombreux, innovants et visibles et bénéficient d'un soutien important de la société civile.

Les réseaux d'entraide et de prise en charge associative des vétérans

Trois ans après le début du conflit armé, la vitalité des initiatives de la société civile destinées à soutenir les anciens combattants du conflit armé dans le Donbass est impressionnante. Se situant dans la continuité directe de l'engagement citoyen sur le Maïdan et de l'engagement armé dans le Donbass, l'engagement associatif de et pour les vétérans s'appuie sur la conviction que les actions par le bas, soutenues par des réseaux d'entraide, sont plus efficaces.

Des centaines d'initiatives à échelle variable ont émergé sur l'ensemble du territoire ukrainien. Cela va des petits groupes d'anciens combattants d'une même unité armée à des organisations non gouvernementales ayant pignon sur rue et apprenant à solliciter des financements de bailleurs internationaux. Il existe aussi des associations confidentielles fonctionnant grâce à des donateurs privés et poursuivant des objectifs spécifiques. Le plus souvent, ces mouvements sont dirigés par des personnes jeunes, ayant une expérience personnelle du conflit armé ou de la révolution du Maïdan.

Ces mouvements associatifs peuvent intervenir dans différents domaines :

- (1) La solidarité autour d'une catégorie spécifique

Les associations d'aide aux familles des anciens combattants (comme Le cœur des cyborgs¹²⁴) ou aux familles des combattants tués (comme Les ailes de la 8^e Centurie) prennent en charge certaines catégories particulièrement vulnérables. Des regroupements de vétérans par bataillon jouent également un rôle de solidarité et d'entraide, souvent pour organiser les soins d'un combattant blessé ou le soutien à la famille d'un disparu.

(2) Le conseil et l'orientation générale des anciens combattants

Au début, ces mouvements étaient parfois jumelés avec les associations de vétérans d'Afghanistan. Ils semblent aujourd'hui agir de plus en plus de manière autonome. Travaillant dans une double démarche d'accueil des anciens combattants et de mise en place de programmes collectifs, ces associations ont souvent une base locale. L'Union des vétérans de l'opération antiterroriste de la ville de Kiev en est un exemple : organisation non gouvernementale créée en mars 2014 par un groupe d'anciens combattants issus d'une même unité militaire, elle a d'abord fonctionné comme un centre d'accueil et d'information, avant d'élargir ses activités et de fédérer des associations dans différents quartiers de Kiev. Aujourd'hui, selon l'un de ses dirigeants, elle exerce comme un « syndicat des vétérans de l'opération antiterroriste », en représentant les intérêts des vétérans auprès du pouvoir politique. Fonctionnant avec 8 permanents bénévoles, elle considère qu'elle remplit aujourd'hui « le travail de l'administration ¹²⁵ ». En 2016, en partenariat avec d'autres associations, elle a lancé un projet de réinsertion professionnelle des vétérans dans les services publics appelé « les vétérans au pouvoir ».

(3) La réinsertion professionnelle

Les initiatives de réinsertion professionnelle sont portées par un grand nombre d'associations qui mettent en place des programmes variés. Ainsi, le Centre de recrutement des gens libres est une ONG qui propose des consultations personnalisées et des formations aux vétérans, mais aussi aux personnes déplacées. La Fondation caritative des vétérans de guerre et de l'opération antiterroriste cherche à encourager, par une formation intensive et un accompagnement, la création d'entreprises par les vétérans. Les vétérans entrepreneurs s'affichent d'ailleurs sur la place publique

124. Le surnom affectueux de « cyborg » a été donné aux combattants ukrainiens tenant le secteur de l'aéroport de Donetsk, pour souligner leur résistance et leur courage décrits comme surhumains.

125. Entretien avec Anton Kolumbet, 26 septembre 2016.

et s'engagent eux-mêmes dans des actions de réinsertion : la pizzeria kiévienne Pizza Veterano, fondée par deux anciens combattants, a eu la faveur des médias ukrainiens.

(4) Le soutien et la consultation juridique

L'organisation non gouvernementale Centurie juridique, qui au départ était un simple groupe Facebook animé par des bénévoles prêts à aider les combattants à résoudre différentes questions juridiques, est devenue au fil du temps une ONG structurée et très sollicitée. Près de 450 personnes, à 70 % des anciens combattants, téléphonent chaque mois au numéro vert de la consultation juridique mise en place par l'association. Près de 200 juristes y interviennent à titre bénévole¹²⁶. En parallèle, l'association a endossé le rôle d'expert législatif, publiant des analyses sur les défaillances du cadre juridique d'action des combattants et des vétérans et formulant des recommandations. Le livret rédigé par l'association, détaillant les droits, responsabilités et démarches des combattants, des vétérans, des invalides de guerre et de leurs familles est aujourd'hui diffusé par les services publics en charge des affaires des vétérans¹²⁷.

(5) La réhabilitation physique et psychologique

De multiples initiatives de soutien et de réhabilitation psychologique sont venues compenser l'absence de programmes étatiques. L'ONG Service psychologique de crise tient ses origines de l'initiative Soutien psychologique du Maïdan. Elle déclare près de 500 volontaires et travaille en partenariat avec des associations spécialisées internationales. De taille plus modeste, Pobratymy (Frères des armes) est une association d'entraide fondée sur le principe d'égal à égal. Elle organise un soutien psychologique aux anciens combattants qui seront eux-mêmes formés pour soutenir les autres. L'association est également engagée dans un programme de création d'une image juste de l'ancien combattant dans la société ukrainienne, afin de dépasser les clichés, qu'il s'agisse d'héroïsation excessive ou de stigmatisation. Des mouvements bénévoles soutiennent les combattants blessés ou en phase de réhabilitation, telles Les sœurs de la miséricorde à l'hôpital militaire de Kharkiv, proposant un lieu de parole. Certaines

126. Chiffres déclarés dans les premiers mois de 2016 sur Iuridichna Gazeta online, <http://yur-gazeta.com/publications/practice/inshe/yuridichna-sotnya-vid-yuristivvolontyri-v-merezhi-facebook-do-think-tank-z-socialnih-reform.html>, 7 juin 2016, consulté le 25 novembre 2016.

127. <http://dsvv.gov.ua/vidpovidi/pilhy-ta-harantiji/pam-yatka-uchasnykam-ato-prava-obov-yazky-ta-harantiji-sotsialnoho-zahystu.html>

associations utilisent la réhabilitation par l'art ou la réhabilitation à l'aide d'animaux¹²⁸. Beaucoup de ces projets s'appuient sur l'expertise et la méthodologie de psychiatres venant d'autres pays et d'organisations non gouvernementales partenaires à l'étranger.

(6) L'expression artistique

La diversité des profils sociaux des combattants et la présence parmi eux d'artistes professionnels et amateurs, ou tout simplement d'Ukrainiens lettrés, a conduit à l'émergence de plusieurs initiatives artistiques. Le projet musical Chants nés dans l'opération antiterroriste a donné lieu à un concert et à un disque enregistré par des combattants et anciens combattants du Donbass. Un projet littéraire regroupant des vétérans prend forme. Alors que le conflit est toujours en cours à l'est de l'Ukraine, les artistes impliqués construisent déjà un certain regard sur ce conflit armé.

Ce foisonnement d'associations est sans doute caractéristique d'une phase transitoire où des initiatives limitées et locales, d'une structuration inégale, viennent pallier les défaillances de la politique étatique. Des tentatives de regroupement des associations de vétérans ont été encouragées par le pouvoir ukrainien.

En octobre 2015, le député de la Rada suprême et dirigeant d'une des associations de vétérans d'Afghanistan, Sergueï Kunitsin, a lancé un forum des participants de l'opération antiterroriste. Destiné à représenter l'ensemble des mouvements vétérans, ce forum est soutenu par le président Porochenko qui est venu inaugurer l'événement¹²⁹. Cependant à ce jour, aucune initiative ne semble avoir émané de ce forum qui est regardé d'un œil critique par beaucoup de jeunes vétérans du Donbass. « Ils ne comprennent pas, déclare Anton Kolumbet, présent à l'événement, qu'il importe peu qui ils éliront là-bas, qui ils nommeront à leur tête. Notre société civile est très puissante aujourd'hui. Et s'ils n'ont pas le soutien de ce soldat qui est chez lui et qui regarde sur Facebook qui est une ordure et qui ne l'est pas, ils ne représenteront pas les vétérans de l'opération antiterroriste [...] Les temps ont changé et eux continuent à fonctionner selon

128. Danielle Johnson, « No One Understands Me » : Investigating Recognition, Restitution, and Re-Traumatization among Ukraine's ATO Veterans », recherche présentée au cours du 12^e séminaire Danyliw en études ukrainiennes, Université d'Ottawa, novembre 2016.

129. Site Internet du député Sergueï Kunitsyn, octobre 2015, en ukrainien.

les mêmes schémas¹³⁰ ». Au-delà de la fracture générationnelle, la volonté de centraliser les mouvements de vétérans semble en décalage avec la souplesse des nouvelles initiatives d'entraide. Ces dernières privilégient un fonctionnement horizontal en réseau et une autonomie d'action.

La professionnalisation est cependant un objectif pour beaucoup d'associations. Ivona Kostyna, coordinatrice du projet Pobratymy, estime que « le temps du bénévolat est révolu », car le soutien bénévole que fournissaient les premières associations n'offrait pas de perspectives de développement. Or, à ses yeux, la réhabilitation des vétérans est un domaine trop important pour rester dans la sphère de l'amateurisme. La coopération avec l'État est un objectif important pour Pobratymy, mais Kostyna se refuse à rejoindre l'administration étatique, en dépit des propositions qui lui ont été faites « Nous souhaiterions travailler avec l'État, pas pour l'État ¹³¹ ». Les mêmes questions se posent d'ailleurs aux autres initiatives civiques post-Maidan, invitées parfois à rejoindre les ministères publics dans le cadre d'un programme de réformes.

4.3. LA PLACE DES COMBATTANTS ET ANCIENS COMBATTANTS DANS LA VIE POLITIQUE UKRAINIENNE

Les combattants du conflit armé se sont imposés comme des personnalités incontournables de la scène politique ukrainienne, aussi bien dans le jeu politique institutionnel que dans les mouvements protestataires et les actions de rue de ces deux dernières années. Le capital de légitimité dont bénéficient les combattants et les commandants est très important.

En avril 2016, les mouvements de bénévoles sont les institutions auxquelles la société fait le plus confiance (63,7 %), suivie de l'armée (61,8 %), de l'Église (60,5 %), des bataillons volontaires (58,5 %), de la Garde nationale (57,3 %). En revanche, la confiance dans les institutions politiques est très basse : 24,3 % pour le président, 15,8 % pour le gouvernement, 14,6 % pour le parlement¹³². La légitimité morale, fondée sur la défense du pays, dépasse donc largement la légitimité électorale dans le contexte ukrainien. Dès les élections parlementaires de 2014, ce capital de soutien a été mobi-

130. Entretien avec Anton Kolumbet, septembre 2016.

131. Entretien avec Ivona Kostyna, juin 2016.

132. Razumkov Center, *Evaluation par les citoyens de la situation dans le pays, rapport aux institutions sociales, orientations électorales*, 2016, en ukrainien.

lisé dans la compétition politique où tous les partis pro-pouvoir ont inclus dans leurs listes électorales des participants à l'opération antiterroriste.

Les anciens combattants à la Rada suprême

Les élections parlementaires du 26 octobre 2014, premières élections parlementaires post-Maïdan, qui se sont déroulées dans une phase active d'affrontement armé, ont conduit au pouvoir une quinzaine de commandants et un certain nombre de combattants de bataillons et des forces armées étatiques, tous inconnus du grand public auparavant et élus pour la première fois.

Tableau 4

Combattants et commandants du conflit armé dans le Donbass élus députés de la Rada suprême en octobre 2014.

	Député élu	Statut combattant	Parti politique
	COMMANDANTS DE BATAILLON		
1	BEREZA Iury	Commandant du bataillon Dnipro-1	Front populaire
2	BILETSKY Andriy	Commandant du bataillon Azov	Sans affiliation
3	MAMCHUR Iuly	Commandant de la 204 ^e brigade de l'armée de l'Air	Bloc de Petro Porochenko
4	MATEICHENKO Kostyantyn	Commandant du bataillon Artemivsk	Batkyvshchina
5	MELNICHUK Serhiy	Commandant du bataillon Aidar	Parti radical d'Oleh Liashko
6	SEMENCHENKO Semen	Commandant du bataillon Donbass	Samopomich
7	TETERUK Andriy	Commandant du bataillon Myrotvorets	Front populaire
8	VITKO Artem	Commandant du bataillon Louhansk-1	Parti radical d'Oleh Liashko

9	IAROSH Dmytro	Commandant du bataillon Pravy Sektor	Pravy Sektor
	COMMANDEMENTS D'UNITÉ		
10	BONDAR Mykhailo	Commandant de division du bataillon Kulchiski	Front populaire
11	DEĎEĎ Evhen	Coordinateur du bataillon Kyiv-1	Front populaire
12	KYSHKAR Pavlo	Commandant d'unité du bataillon Donbass	Samopomich
13	LAPIN Ihor	Commandant de la compagnie Zakhid du bataillon Aidar	Front populaire
14	SOLYAR Volodymyr	Commandant adjoint du bataillon Aidar	Front populaire
	COMBATTANTS LES PLUS EN VUE		
15	HAVRILIUK Mykhailo	Combattant du bataillon Zoloty Vorota	Front populaire
16	KONSTYANTINOVSKI Viacheslav	Combattant du bataillon Kiev-1	Sans affiliation
17	LIN'KO Dmytro	Combattant du bataillon Shakhtarsk / commandant du bataillon Svyata Maria	Parti radical d'Oleh Liashko
18	PARASIUK Volodymyr	Combattant du bataillon Dnipro-1	Sans affiliation
19	SAVCHENKO Nadiya	Combattant du bataillon Aidar	Batkyvshchina

Sources : site Internet de la Rada suprême, sources ouvertes

Lors de ces élections, le parti du Premier ministre d'alors Arseni Iatseniuk (Front populaire) et le Parti radical, mouvement populiste dirigé par Oleh Liashko, sont les deux forces politiques qui se sont le plus appuyées sur

le capital de soutien représenté par les commandants des bataillons. Les commandants des bataillons controversés Pravy Sektor et Azov ont tous les deux été élus sans bénéficier du soutien des grands partis. D'abord présenté pour figurer sur la liste de Iatseniuk, le commandant d'Azov Andriy Biletsky a ensuite été retiré de la liste pour gagner dans un district majoritaire où aucun autre candidat solide pro-pouvoir n'était en lice. L'annonce de création d'un groupe parlementaire transversal des participants à l'opération antiterroriste a été rapidement faite par les commandants.

Au sein du parlement ukrainien, la moitié des membres du Comité parlementaire de sécurité et de défense sont commandants ou anciens commandants de bataillons volontaires : Dmytro Iarosh, Andriy Biletsky, Iury Bereza, Iuly Mamchur, Andriy Teteruk et Semen Semenchenko. Les statistiques de la Rada suprême montrent une implication très diverse des commandants dans le travail parlementaire. Les députés commandants Andriy Teteruk, Iury Bereza et Iuly Mamchur sont présents à 70-90 % des sessions ; à l'inverse, Dmytro Iarosh et Andriy Biletsky ne se montrent quasiment pas au parlement ; Semen Semenchenko et Serhiy Melnichuk sont présents à peu près à la moitié des sessions.

La formation d'un clivage dans le groupe des députés-combattants

Un clivage se dessine dans le groupe des députés anciens combattants, entre ceux qui intègrent le jeu politique institutionnel et ceux qui construisent leur légitimité sur leur opposition au pouvoir en place. Initialement unis par un soutien au pouvoir issu du Maïdan, ils se retrouvent aujourd'hui engagés dans les nouveaux clivages qui se dessinent au sein du parlement ukrainien.

(1) D'un côté, nous trouvons les commandants qui prennent dans le champ politique une position loyaliste et s'insèrent dans le travail parlementaire. On constate qu'il s'agit le plus souvent d'anciens militaires de carrière. Ils prennent soin de se démarquer des groupes se réclamant de la légitimité d'anciens combattants pour demander un renversement du pouvoir en place.

Le 3 février 2015, un groupe de quelques dizaines de vétérans de différents bataillons, se nommant Fraternité des bataillons manifeste devant l'administration présidentielle, pour demander le départ du président

Porochenko et la déclaration d'un état de guerre¹³³. Le lendemain, un certain nombre de députés vétérans tels que Andriy Teteruk, Iury Bereza, Serhiy Melnichuk, Evhen Deïdeï, Pavlo Kyshkar, Kostyantyn Mateichenko et Myhailo Bondar, déclarent à la tribune de la Rada suprême n'avoir aucun lien avec ce mouvement « qui déstabilise la situation dans le pays » et qu'ils accusent de fournir des images de propagande aux médias russes¹³⁴.

En juillet 2016, la Rada suprême connaît un moment de blocage parlementaire des tribunes par un groupe d'opposition au moment de la discussion du budget, pratique courante dans le Parlement ukrainien¹³⁵. Un groupe de députés composé de commandants et combattants adresse au speaker de la Rada une lettre enjoignant les députés à agir de manière responsable en considérant qu'il est de leur devoir de voter le budget, indispensable pour l'approvisionnement de l'armée en temps de guerre¹³⁶. Le lendemain, les députés commandants loyalistes du Front populaire, venus en uniforme militaire, occupent à leur tour la tribune pour stopper le blocage... qu'ils reproduisent paradoxalement à leur tour, puisque la session parlementaire ne pourra pas avoir lieu.

(2) De l'autre côté, les « outsiders », commandants charismatiques sans expérience dans les forces armées de l'État, conçoivent leur périmètre d'action en dehors du champ politique institutionnel et n'hésitent pas à prendre une position critique et spectaculaire. Moins nombreux, ils sont cependant très visibles dans l'espace médiatique.

En février 2015, quelques jours après la signature de l'accord de Minsk 2, les représentants d'une dizaine de bataillons et mouvements signent à Dnipropetrovsk un mémorandum sur la création d'un « état-major unifié des forces volontaires d'Ukraine », rapidement appelé dans les médias « état-major alternatif ». Les députés anciens commandants Semenchenko et Iarosh sont les principaux porte-parole de l'initiative, et expliquent leur démarche comme une « protection des intérêts nationaux. Ce n'est pas un coup d'état militaire ? Nous allons travailler en parallèle avec l'état-major

133. « La Fraternité des bataillons manifeste devant l'administration présidentielle », *Levyj Bereg*, 3 février 2015, en russe.

134. « Les députés-combattants ont renié la Fraternité des bataillons », *Levyj Bereg*, 4 février 2015, en russe.

135. Ioulia Shukan, « Ordre et désordres à la Rada suprême de l'Ukraine : les figures de violence instrumentale dans une Chambre postsoviétique (2005-2010) », *Genèses*, 2:83, 2011, p. 7492.

136. « Bloquer le travail du parlement d'un pays en guerre est un crime, a déclaré Andriy Parubiy », Site de la présidence de la Rada suprême, 7 juillet 2016, en ukrainien.

de l'Ukraine, coordonner les actions des bataillons volontaires et deviendrons pour le président ukrainien, que nous respectons comme diplomate, une source alternative d'information ». Ils demandent cependant la démission du chef de l'état-major, l'arrêt des négociations avec l'ennemi et la reprise des actions armées¹³⁷.

En réponse, le lendemain, l'ensemble des bataillons du ministère de l'Intérieur et de la Garde nationale, représentés par 8 commandants, signent une lettre ouverte où ils marginalisent cette initiative et démentent l'information selon laquelle leurs commandants auraient participé à la création de « l'état-major unifié ». « Nous considérons que M. Semenchenko devrait travailler réellement à soutenir la capacité combattante de nos corps armés en tant que député et arrêter ses déclarations quotidiennes populistes¹³⁸ ».

L'initiative des contestataires semble s'être éteinte très vite.

Devenus députés, les anciens combattants et commandants usent de leur légitimité combattante dans la vie politique. Ainsi, ils se présentent régulièrement en treillis aux sessions parlementaires et prennent souvent la parole dans les débats liés aux problématiques de sécurité et de conflit armé dans le Donbass. Une certaine solidarité existe aussi entre ces députés, sans qu'ils cherchent à former un groupe parlementaire à part.

4.4 L'INFLUENCE POLITIQUE ET SOCIALE DES COMBATTANTS CONSIDÉRÉS COMME EXTRÉMISTES

Le cas Azov

Une place à part dans les institutions publiques est occupée par le régiment Azov et ses leaders. L'ancien bataillon dont le commandement professe des idées d'extrême droite semble en effet suivre un développement propre au sein de la Garde nationale du ministère de l'Intérieur,

137. « Semenchenko et Yarosh ont créé un état-major parallèle », *Levy bereg*, 19 février 2015, en ukrainien.

138. « Les commandants des bataillons volontaires du ministère de l'Intérieur et de la Garde nationale contre l'État-major alternatif : déclaration », *Divannaya Sotnya*, 20 février 2015, en ukrainien.

mais cherche aussi à étendre ses activités dans les sphères associative et politique.

(1) Consolidation de la place d'Azov au sein du ministère de l'Intérieur

L'ascension au sein du ministère de l'Intérieur de l'ancien officier du bataillon Azov Vadim Troian, dont le passé politique d'extrême droite est avéré, est en soi un signe de l'enracinement du bataillon dans la structure. Nommé chef de la police de la région de Kiev en octobre 2014, Troian est devenu premier adjoint du chef de la Police nationale d'Ukraine en mars 2016, puis chef de la Police nationale par intérim en novembre 2016, à la suite de la démission fracassante de Khatia Dekanoidze, visage de la réforme de la police ukrainienne¹³⁹. Au moment de son départ, l'ancienne dirigeante de la police nationale avait souligné que son adjoint était une personne « politiquement dépendante » qu'elle ne voyait pas prendre sa place, pointant l'allégeance personnelle de Troian au ministre de l'Intérieur Arsen Avakov¹⁴⁰. En février 2017, Troian a été nommé adjoint du ministre de l'Intérieur Arsen Avakov et remplacé à la tête de la Police nationale par Serguei Knyazev, un policier expérimenté, sans opinions extrémistes et sélectionné par le biais d'un concours ouvert.

(2) Une place à part dans la Garde nationale

Intégré dans la Garde nationale depuis novembre 2014, le régiment Azov compterait aujourd'hui 1 500 combattants¹⁴¹. Azov y occupe une place à part et semble bénéficier d'une grande autonomie. Le régiment se positionne comme une unité armée d'élite avec un processus de recrutement distinct. En effet, comme le précise le site internet du régiment, les recrues potentielles doivent se présenter directement à la base d'entraînement du régiment à Kiev où, après un entretien et l'examen de leurs documents, ils peuvent être présélectionnés pour une formation militaire préalable de trois mois qui se déroule également sur la base d'entraîne-

139. Khatia Dekanoidze, citoyenne géorgienne, avait été invitée à rejoindre le gouvernement post-Maïdan en novembre 2015 en tant que chef de la Police nationale afin de mettre en place une réforme en profondeur de cette institution, gangrénée notamment par la corruption. Un an plus tard, elle a démissionné en soulignant qu'en dépit de progrès certains, elle n'avait pas eu les prérogatives et le soutien politiques nécessaires à l'éradication de la corruption dans les forces de l'ordre.

140. « Dekanoidze : je ne vois pas Troian en tant que nouveau chef de la Police nationale », *Levy Bereg*, 14 novembre 2016, en russe.

141. Entretien avec Oleksandr Alfyorov, ancien porte-parole d'Andriy Biletski, Kiev, juin 2016.

ment du bataillon. Ce n'est qu'à l'issue de cette formation et d'une série d'épreuves finales que la décision de recruter le combattant sera prise au niveau du régiment¹⁴². Cette procédure propre permet à Azov de conserver la maîtrise de la sélection de ses membres, mais aussi de former un vivier de combattants formés potentiellement mobilisables.

(3) Développement du Corps civil Azov Créé au printemps 2015, le Corps civil se place dans la filiation de l'organisation ultranationaliste Patriote d'Ukraine dont sont issus à l'origine les leaders d'Azov, en tant que branche civile du régiment. Si le site central de l'organisation reste très allusif sur la nature du mouvement et se focalise sur les projets et les initiatives, les sites régionaux, comme celui de l'organisation régionale d'Ivano-Frankivsk sont plus explicites sur l'idéologie qui sous-tend le mouvement, en déclarant que « le Corps civil s'appuie sur les principes et les valeurs du national-socialisme ukrainien et du patriotisme étatique¹⁴³ ». Composé à la fois de vétérans du bataillon Azov, des mouvements bénévoles satellites du bataillon et de jeunes recrues, le Corps civil est engagé dans des activités diverses où les dimensions paramilitaire et patriotique sont le plus souvent présentes. Les camps de vacances pour les enfants organisés par Azov ont reçu une certaine attention médiatique et sont aujourd'hui très populaires¹⁴⁴.

(4) Création d'un parti politique

Le 15 octobre 2016, Andriy Biletski, démissionnaire du commandement du régiment Azov, a pris la tête d'un nouveau parti politique appelé Corps national. Le programme politique affiché au moment du lancement reprend les positions classiques d'un nationalisme protectionniste et traditionaliste. Cependant, il met l'accent sur la défense nationale et le conflit à l'est, qualifié de guerre contre la Russie avec qui le parti propose une rupture des relations diplomatiques. Depuis sa création, le parti politique s'est fait connaître par des initiatives vigilantistes, lors desquelles les activistes cherchent à dénoncer et à confondre les fauteurs de troubles à l'ordre public (trafiquants de drogue et d'alcool, braconniers¹⁴⁵...), mais

142. Site internet du régiment Azov, consulté le 25 novembre 2016, en ukrainien.

143. Site internet du Corps civil Azov Ivano-Frankivsk, consulté le 25 novembre 2016, en ukrainien.

144. « Visite d'un camp d'été militaire pour enfants en Ukraine », *Le Monde*, 18 août 2016.

145. Oksana Savitskaïa, « Le Corps national a conduit une initiative de nettoyage de Tcherkassy de la drogue, de l'alcool illégal et de braconniers », *Vchasno*, 10 mai 2017, en ukrainien.

surtout à dénoncer des personnalités supposément anti-ukrainiennes ou pro-russes. Il s'est fait remarquer au printemps 2017 en bloquant à leur domicile des personnalités politiques¹⁴⁶, en fermant l'accès au Centre russe de la science et de la culture¹⁴⁷, ou encore en provoquant une bagarre dans les locaux de l'association des vétérans d'Afghanistan de Mykolaïv¹⁴⁸. Le 16 mars 2016, le Corps national a signé une alliance avec les mouvements politiques nationalistes Svoboda¹⁴⁹ et Pravy Sektor, sous forme d'un manifeste. Parmi les objectifs déclarés du manifeste figurent le renversement du pouvoir en place et la création d'une nouvelle alliance « ni avec l'Ouest, ni avec l'Est », passant par une « Union Baltique – Mer Noire »¹⁵⁰. Cette association peut avoir pour effet une consolidation substantielle du camp politique ultranationaliste en Ukraine, qui était jusqu'alors éclaté.

Les anciens combattants dans les mouvements protestataires : acteurs ou marionnettes ?

Les mouvements protestataires impliquant des anciens combattants, généralement d'ampleur modeste – de quelques dizaines à quelques centaines de personnes – ont été nombreux à apparaître depuis le début du conflit armé. Les motifs de rassemblement sont divers. Parmi les exemples récents, on peut mentionner des manifestations dans plusieurs villes d'Ukraine pour la réalisation du droit à une parcelle de terre en septembre 2016, une manifestation de vétérans devant la chaîne de télévision Inter accusée de posture pro-russe en septembre 2016¹⁵¹, une manifestation à Kharkiv pour un boycott des banques russes en mai 2016¹⁵², une mani-

146. Site du parti politique le Corps national, 9 mai 2017, en ukrainien.

147. « Le Corps national a bloqué le bâtiment du Centre russe de la science et de la culture », *Chaîne TSN*, 8 mai 2017, en russe.

148. « À Mykolaïv a eu lieu une bagarre entre les nationalistes, les combattants d'Afghanistan et les participants de l'opération antiterroriste. Deux blessés. », *Gordon.ua*, 10 mai 2017, en russe.

149. Le parti nationaliste Svoboda, dirigé par Oleh Tyahnybok depuis 2004, a été l'acteur dominant de l'aile nationaliste du spectre politique ukrainien jusqu'à la révolution du Maïdan en 2013-2014, obtenant jusqu'à 10,4 % des voix aux élections parlementaires. Il n'arrive cependant pas à franchir le seuil minimal pour être représenté à la Rada suprême lors des élections parlementaires de 2014. Supplanté par les mouvements plus récents et portés par la légitimité combattante, Svoboda était en perte de vitesse depuis 2014.

150. Site du parti politique Le Corps national, 16 mars 2017, en ukrainien.

151. « Un meeting pacifique devant la société NIS qui produit des nouvelles pour la chaîne Inter s'est mué en bagarre et en incendie », *Espresso TV*, 4 septembre 2016, en russe.

152. « Les vétérans et bénévoles de l'opération antiterroriste sont sortis manifester à Khar-

festation à Kiev devant les bureaux de l'oligarque Rinat Akhmetov en juillet 2016¹⁵³, un rassemblement devant le tribunal où était jugé l'officier du bataillon Aïdar Likhohit en juillet 2016¹⁵⁴. Si dans certaines manifestations, l'appartenance et le profil des vétérans sont visibles, par exemple par les écussons sur leurs uniformes, dans d'autres cas le profil des protestataires est très flou.

Les prises de parole protestataires des vétérans, nombreuses dans l'espace public, amènent à s'interroger sur l'autonomie et l'organisation de ces acteurs, mais aussi sur la possibilité d'une amplification de la protestation. Selon le chercheur Mykhailo Minakov, une partie des vétérans de l'opération antiterroriste, qu'il évalue à 10-15 %, est aujourd'hui instrumentalisée par les acteurs politiques gravitant en 2016 autour de deux principaux pôles, celui du président Porochenko et celui du ministre de l'Intérieur Avakov. Cette instrumentalisation va de pair avec une criminalisation de ces combattants, dont l'insertion professionnelle se fait dans des services d'ordre qui sont en fait des groupes armés privés au service de certains acteurs politiques et économiques. Si numériquement ces phénomènes sont marginaux, une tendance est cependant, selon lui, inquiétante : celle de la valorisation de l'idée d'une « main forte » dans la société ukrainienne. Au printemps 2016, 82 % des Ukrainiens répondaient en effet par l'affirmative à la question de savoir si « l'Ukraine avait besoin d'être dirigée par un leader fort doté de larges pouvoirs¹⁵⁵ ? ». Cette figure de leader fort est, selon le chercheur, celle de l'homme en treillis¹⁵⁶. Nous ne pouvons à ce jour confirmer ou infirmer les hypothèses formulées par Mykhailo Minakov. Cependant, il est probable que la légitimité combattante et la figure du défenseur de la patrie jouent un rôle conséquent dans les jeux de pouvoir et les échéances électorales à venir. L'instrumentalisation politique de certains vétérans n'implique cependant pas une large radicalisation et manipulation de ce groupe social. Beaucoup d'anciens combattants interviewés dans le cadre de cette étude ont une position

kiv », agence Nouvelles nationales d'Ukraine, 5 avril 2016, en ukrainien.

153. « Les vétérans de l'opération antiterroriste ont amené des pneus devant les bureaux du holding d'Akhmetov », Intv.ua, 1 juillet 2016, en ukrainien.

154. « Les supporters du commandant emprisonné Lykhohit se rassemblent sur le Khreshchyatik », Censor.net, 2 juillet 2016, en ukrainien.

155. Enquête de l'Institut international de sociologie de Kiev, citée par Ria Novosti, <http://rian.com.ua/politics/20160609/1011395923.html>, 9 juin 2016, consulté le 26 novembre 2016.

156. Entretien avec Mikhail Minakov, Kiev, septembre 2016.

très critique à l'égard du pouvoir en place, jugé aussi mauvais que le pouvoir précédent. Les vétérans voient leur capacité protestataire comme un prolongement direct de leur engagement combattant, désormais mis au service de la défense de leur patrie. Cependant, au cours de notre enquête menée en juillet-septembre 2016, la volonté de pacification prédominait sur la volonté de rétablissement de la justice. Au cours d'une observation conduite dans une mobilisation protestataire d'anciens combattants volontaires en juillet 2016, visant à faire libérer un des anciens officiers du bataillon Aidar, l'ennemi principal désigné par les manifestants était le pouvoir politique, qualifié d'ennemi intérieur. Cette rhétorique de l'ennemi intérieur se retrouve dans beaucoup d'entretiens menés dans le cadre de cette enquête et désigne le plus souvent les acteurs politiques en place, soupçonnés d'avoir usurpé le pouvoir à des fins personnelles, voire d'agir à la solde de l'État russe. Cependant, la plupart des combattants interrogés dans le cadre de cette étude ne souhaitent pas un renversement violent du pouvoir. Seul un de mes interlocuteurs, ancien défenseur de l'aéroport de Donetsk, laissait entendre qu'il serait prêt à prendre les armes contre le pouvoir actuellement en place en Ukraine. La quasi-totalité des anciens combattants étaient sensibles au risque que représenterait pour la sécurité du pays une nouvelle révolution et déclaraient ne pas souhaiter l'avènement d'un troisième Maïdan, ni une nouvelle phase de violence.

CONCLUSION

Les combattants et anciens combattants du conflit armé dans le Donbass n'ont pas seulement changé la figure des forces armées de l'Ukraine ; ils ont aussi profondément modifié le visage de la société ukrainienne. Dans une société pour laquelle le dernier affrontement armé sur son territoire datait de la Seconde Guerre mondiale, la guerre dans le Donbass a représenté un choc, modifiant profondément les trajectoires personnelles et familiales, bouleversant l'échelle des valeurs, militarisant directement ou indirectement la société dans son ensemble. Les combattants et les anciens combattants représentent aujourd'hui un groupe social nombreux, organisé, potentiellement mobilisable, maniant les armes, bénéficiant d'un capital de légitimité supérieur à celui des hommes politiques en place. Si la plupart des anciens combattants reviennent à la vie civile et ne souhaitent pas reprendre les armes, beaucoup soulignent dans les entretiens leur sens aigu de la justice sociale qui fait d'eux des citoyens vigilants. Les retours de guerre sont encore trop récents pour que l'on puisse évaluer le succès de la réintégration des vétérans ; en outre, le conflit armé n'est pas terminé. Les anciens combattants seront certainement un groupe présent dans les prochaines échéances électorales, sans que l'on sache encore s'ils seront sujets ou objets du jeu politique. Comme les autres acteurs sociaux issus de la révolution de 2013-2014, ces jeunes vétérans pourraient former la classe politique de l'Ukraine de demain et être à l'origine des évolutions futures de la société ukrainienne. De leur place dans l'Ukraine d'aujourd'hui dépendront en grande partie leurs prises de position dans l'Ukraine de demain.

BIBLIOGRAPHIE

ACKERMANN Felix et GALBAS Mickael (dir.), *Back from Afghanistan : The Experiences of Soviet Afghan War Veterans*, s.l., Ibidem Verlag (coll. « Journal of Soviet and Post-Soviet Politics and Society »), 2015.

AMNESTY INTERNATIONAL, *Ukraine : Abuses and War Crimes by the Aidar Volunteer Battalion in the North Luhansk region*, Amnesty International, 8 septembre 2014.

AMNESTY INTERNATIONAL et HUMAN RIGHTS WATCH, « You Don't Exist » : *Arbitrary Detentions, Enforced Disappearances, and Torture in Eastern Ukraine*, Amnesty International, 21 juillet 2016.

BAZENGUISSA Rémy et MAKKI Sami (dir.), *Sociétés en guerres : ethnographies des mobilisations violentes*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2012, 293 p.

BELHOMME DE FRANQUEVILLE Bertrand, « Le phénomène milicien en Ukraine : le cas du bataillon Azov », dossier de recherche de Master 1, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, 2016.

BUDJERYN Mariana, *Issue Brief #3 : The Breach: Ukraine's Territorial Integrity and the Budapest Memorandum*, 30 septembre 2014.

BUTUSOV Yuri, « Voenna stratehia Ukrainy : rezultaty za rik / Stratégie militaire de l'Ukraine : résultats d'une année », *Zerkalo Nedeli*, 28/12/2015.

COLIN LEBEDEV Anna, « Les Ukrainiens au tournant de l'histoire européenne », *Études*, mars 2015, p. 718.

COLIN LEBEDEV Anna, « Un retour aux armes ? Les vétérans d'Afghanistan dans le conflit armé dans le Donbass », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, À paraître.

S. DENISENTEV Sergey, « The Soviet Inheritance of Ukrainian Armed Forces », in Vasily Kashin *et al.*, *Brothers Armed: Military Aspects of the Crisis in Ukraine*, Minneapolis, East View Press, 2014, p. 2556.

Danilova Natalia, « The Development of an Exclusive Veterans' Policy : The Case of Russia », *Armed Forces & Society*, 1 octobre 2010, 36:5, p. 890916.

COLLECTIF, *Problemy veteraniv ATO / Problème des vétérans de l'opération antiterroriste*, Faculté de sociologie de l'Université d'État de Kiev, 2016.

Debos Marielle, *Le métier des armes au Tchad: le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Éditions Karthala (coll. « Les Afriques »), 2013, 256 p.

GORALSKA Agnieszka, *Volunteer Battalions. Origin, Operation, Controversies*, Open Dialog Foundation, 2015.

GOENBURG Dmitry, « Ukrainian military capabilities » *Russian Military Reform*, page de blog, 22 décembre 2014.

GOUJON Alexandra et SHUKAN Ioulia, « Sortir de l'anonymat en situation révolutionnaire : Maïdan et le citoyen ordinaire en Ukraine (hiver 2013-2014) », *Politix*, 112:4, 2015, p. 33.

JOHNSON Danielle, « «No One Understands Me» : Investigating Recognition, Restitution, and Re-Traumatization among Ukraine's ATO Veterans », recherche présentée au cours du 12^e séminaire Danyliw en études ukrainiennes, Université d'Ottawa, novembre 2016.

KARAGIANNIS Emmanuel, « Ukrainian volunteer fighters in the eastern front : ideas, political-social norms and emotions as mobilization mechanisms », *Southeast European and Black Sea Studies*, 16:1, janvier 2016, p. 139153.

Kashin Vasily, DENISENTEV Sergey *et al.*, *Brothers Armed : Military Aspects of the Crisis in Ukraine*, East View Press, 2014.

LE HUÉROU Anne, MERLIN Aude, REGAMEY Amandine et SIECA-KOZLOWSKI Elisabeth (dir.), *Chechnya at war and beyond*, London ; New York, Routledge/Taylor & Francis Group (coll. « Routledge contemporary Russia and Eastern Europe series »), 2014, 278 p.

MALYARENKO Tetyana et GALBREATH David J., « Paramilitary Motivation in Ukraine: Beyond Integration and Abolition », *Southeast European and Black Sea Studies*, 16:1, 10 mars 2016, p. 113138.

MARTSENYUK tamara, « *Invisible Battalion* » : *Women's Participation in ATO Military Operations*, Ukrainian Women's Fund, 2016.

MCMULLIN Jeremy, *Ex-combatants and the post-conflict state challenges of reintegration*, [Basingstoke], Palgrave Macmillan, 2013.

MERLIN Aude et SERRANO Silvia (dir.), *Ordres et désordres au Caucase*, Bruxelles (Belgique), Éditions de l'Université de Bruxelles (coll. « Science politique »), 2010, 228 p.

MIKHEIEVA Oksana, *The War in Eastern Ukraine: the Motivations, Identities and Values of Volunteer Militants*, Ukrainian Catholic University Kyiv, 2016.

MINAKOV Mykhailo, « The Third Sector entering The First. Cooperation and Competition of Civil Society, State and Oligarchs after Euromaidan, in Marchetti Raffaele (dir.) , *Cooperation and Competition between Government*

and NGOs : Perspectives from Asia, Europe, Middle East and Africa, Routledge, à paraître.

MITROKHIN Nikolay , « Infiltration, Instruction, Invasion : Russia's War in the Donbass », *Journal of Soviet and Post-Soviet Politics and Society*, 1:1, 2015, p. 219249.

MOREIRA PAUL, *Ukraine : les masques de la révolution*, film documentaire produit par Premières lignes télévision, 2016.

PUGLISI Rosaria, « A People's Army : Civil Society as a Security Actor in Post-Maidan Ukraine », *Istituto Affari Internazionali Working Papers*, 15:23, juillet 2015.

RAZUMKOV CENTER, *Otsinka hromadianami situatsii v kraïni, stavlenn'a do suspilnyh institutiv, elektoralni orientatsii / Évaluation par les citoyens de la situation dans le pays, rapport aux institutions sociales, orientations électorales*, 2016.

SHEKHOVTSOV Anton et UMLAND Andreas, « Ukraine's Radical Right », *Journal of Democracy*, 25:3, juillet 2014, p. 5863.

SHEKHOVTSOV Anton, « Whither the Ukrainian Far Right ? », page de blog, 30 janvier 2015.

SHUKAN Ioulia, « Ordre et désordres à la Rada suprême de l'Ukraine : les figures de violence instrumentale dans une Chambre postsoviétique (2005-2010) », *Genèses*, 2:83, 2011, p. 7492.

TYKHYI Volodymyr, *Brantsy / Prisonniers*, film documentaire produit par Babylon 13, 2016.

UKRAINIAN PEACEKEEPING SCHOOL, « "Homo militants" : the War in Eastern Ukraine in the Assessments of Representatives of Voluntary Armed Formations », *Unian*, 23 mars 2016.

UMLAND Andreas, « Ukrainski Dobrovolchi Bataliony i polk Azov / Le bataillon et régiment volontaire ukrainien Azov », *Krytyka*, 11-12, mai 2016, p. 29.

DOCUMENTATION DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE D'UKRAINE, *Bila Knyga 2015. Zbroiny sily Ukrainy / Livre blanc 2015. Forces armées de l'Ukraine*, Ministère de la Défense, 2016.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE D'UKRAINE, *Bila Knyga 2013. Zbroiny sily Ukrainy / Livre blanc 2013. Forces armées de l'Ukraine*, Ministère de la Défense,

2014.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE D'UKRAINE, *Bila Knyga 2014. Zbroiny sily Ukrainy / Livre blanc 2014. Forces armées de l'Ukraine*, Ministère de la Défense, 2015.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE D'UKRAINE, *Bila Knyga 2011. Zbroiny sily Ukrainy / Livre blanc 2011. Forces armées de l'Ukraine*, Ministère de la Défense, 2012.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE D'UKRAINE, *Bila Knyga 2010. Zbroiny sily Ukrainy / Livre blanc 2010. Forces armées de l'Ukraine*, Ministère de la Défense, 2011.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE D'UKRAINE, *Bila Knyga 2009. Zbroiny sily Ukrainy / Livre blanc 2009. Forces armées de l'Ukraine*, Ministère de la Défense, 2010.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE D'UKRAINE, *Bila Knyga 2007. Oboronna Politika Ukrainy / Livre blanc 2007. Politique de défense de l'Ukraine*, Ministère de la Défense, 2008.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE D'UKRAINE, *Bila Knyga 2006. Oboronna Politika Ukrainy / Livre blanc 2006. Politique de défense de l'Ukraine*, Ministère de la Défense, 2007.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE D'UKRAINE, *Bila Knyga 2005. Oboronna Politika Ukrainy / Livre blanc 2005. Politique de défense de l'Ukraine*, Ministère de la Défense, 2006.

MÉMOIRES ET CARNETS DE GUERRE

IAKORNOV Dmitri, *To ATO. Dnevnik dobrovoltsa / Cette opération antiterroriste-là. Journal d'un volontaire*, Vivat.

MAMALUÏ Aleksandr, *Voennyi dnevnik (2014-2015) / Journal militaire (2014-2015)*, Folio, 2016.

OREL, *Khronika odnogo batalionu / Chronique d'un bataillon*, Folio, 2016.

ZINENKO Roman, *Ilovaïskii dnevnik / Journal d'Ilovaïsk*, Folio, 2016.

LES COMBATTANTS ET LES ANCIENS COMBATTANTS DU DONBASS : PROFIL SOCIAL, POIDS MILITAIRE ET INFLUENCE POLITIQUE

Anna COLIN LEBEDEV

Cette étude rend compte de l'émergence, de l'évolution et du rôle social des combattants du conflit armé dans le Donbass, acteurs nouveaux et centraux de la société ukrainienne. Elle questionne le défi pour la sécurité de l'État posé par des groupes de citoyens armés dotés d'une grande autonomie et apporte des éléments de réponse sur l'ampleur du risque et sa prise en charge dans l'Ukraine de 2015-2016. En filigrane, l'étude éclaire également les dynamiques d'engagement des civils dans un affrontement armé et le passage de la mobilisation politique à la mobilisation armée.

É T U D E S